

Francophonie en Afrique subsaharienne: dépendance postcoloniale ou autodétermination?

Kohnert, Dirk

Preprint / Preprint

Arbeitspapier / working paper

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Kohnert, D. (2022). *Francophonie en Afrique subsaharienne: dépendance postcoloniale ou autodétermination?* Hamburg. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-83399-6>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-SA Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Weitergabe unter gleichen Bedingungen) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier: <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-SA Licence (Attribution-NonCommercial-ShareAlike). For more information see: <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0>

Francophonie en Afrique subsaharienne: dépendance postcoloniale ou autodétermination ?

Dirk Kohnert ¹

Cartoon: [‘Françafrique’](#)



Source: [Abdelghani Dahdouh](#) ²

Résumé: L'Afrique est aujourd'hui la partie la plus importante de la Francophonie. Le français est une langue officielle ou co-officielle avec d'autres langues dans 21 pays africains, tous en Afrique subsaharienne (ASS). Depuis la fin du colonialisme et de la politique de la guerre froide, les changements dans la francophonie ont été largement motivés par des facteurs externes, tels que la volonté de combattre l'hégémonie culturelle anglo-américaine. Les continuités, en revanche, tiennent principalement à l'affinité historique de la France avec l'Afrique, à sa vision de sa place dans le monde et à sa compréhension du rôle de l'Etat. L'Organisation internationale de la francophonie (OIF) défend les intérêts communs de l'espace francophone et impose une vision commune des réformes, notamment dans le domaine des conditions commerciales. Or, l'avenir démographique de la Francophonie se jouera de plus en plus dans les pays du Sud, notamment en Afrique. En 2010, la moitié des francophones du monde vivaient en Afrique. Il est prévu que d'ici 2060, près de 84% de la population francophone vivra en Afrique. La francophonie est principalement dirigée par l'élite francophone au pouvoir en France et en Afrique et par le tristement célèbre réseau Françafrique. Tous deux propagent l'universalité du français en tant que langue, y compris le pidgin français (appelé souvent de manière biaisée « petit-nègre »), la culture et le mode de vie. Bien que le sort de la francophonie africaine soit toujours déterminé par le nord, la forte mobilité de la population africaine, entraînée par une urbanisation croissante, signifie que le multilinguisme, par ex. l'usage simultané du français et des langues africaines, est « déterritorialisé ». Il serait donc crucial de résoudre le problème de l'interface entre le français et les langues africaines et d'identifier quelles autres langues pourraient remplacer le français et dans quels domaines cela serait le plus souhaitable. En dehors de cela, il existe des perspectives prometteuses pour un développement autodéterminé dans le domaine de la culture francophone de l'ASS. Le cinéma, la littérature et la religion africaine pourraient permettre de trouver une nouvelle rationalité africaine, une nouvelle façon de se définir et d'espérer un avenir meilleur, libéré des inégalités socio-économiques qui caractérisent la post-colonie francophone malgré la mondialisation. Ainsi, une culture viable, dynamique et véritablement africaine en ASS francophone pourrait égaler et même surpasser la culture rivale du Commonwealth. Bien que les deux puissances coloniales européennes, la Grande-Bretagne et la France, aient conquis de grands empires coloniaux en ASS en utilisant la langue comme moyen de contrôle, les réseaux résultants, le Commonwealth et la Francophonie, sont assez différents.

Mots-clés : [Afrique francophone](#), [Francophonie](#), [Françafrique](#), [franc CFA](#), [commerce international](#), [zone de libre-échange](#), [union douanière](#), [Commonwealth](#), [migration](#), [démographie](#), [gouvernance](#), [autocratie](#), [dévolution du pouvoir](#), [développement durable](#), [mouvements sociaux](#), [média sociaux](#), [post-colonialisme](#), [Afrique subsaharienne](#), [RD Congo](#), [Madagascar](#), [Côte d'Ivoire](#), [Sénégal](#), [cultures africaine](#), [Etudes africaines](#)

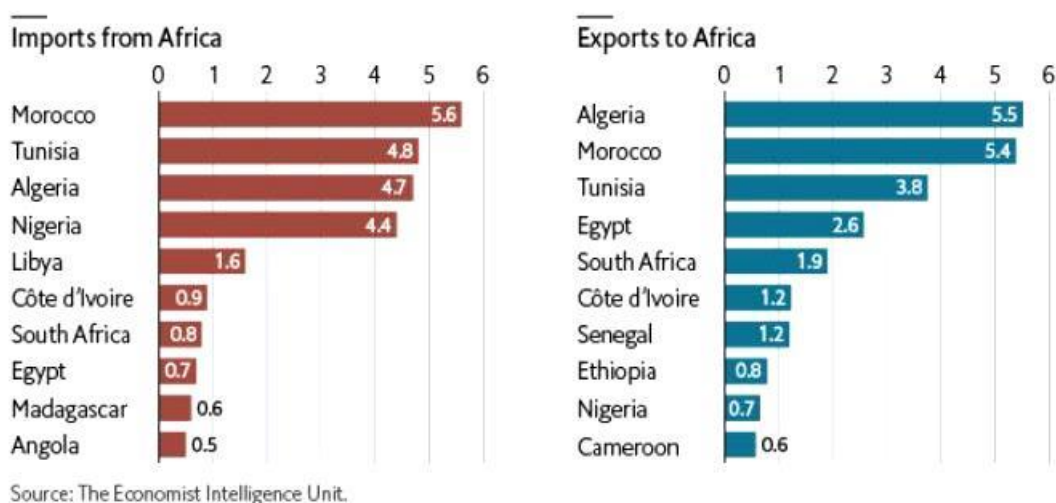
JEL-Code: D72, D74, D84, D91, E26, F02, F22, F35, F51, F52, F54, I25, I31, J11, J15, N37, N47, N97, O17, P47, Z1, Z12, Z13

¹ Dirk Kohnert, expert associé, [GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg](#). *Projet:* 12 décembre 2022.

² [Abdelghani Dahdouh](#), dessinateur marocain, publiant dans le quotidien marocain 'Al-Massae'. Président de l'Association Marocaine des Dessinateurs de Bande Dessinée (AMC). © (tous droits réservés). Source: [peace.international.org](#).

Néanmoins, l'OIF est toujours bien vivante, notamment en Afrique Subsaharienne (ASS), où se trouvent la plupart des pays africains francophones qui constituent la partie la plus importante de la Francophonie. Le français est une langue officielle ou co-officielle avec d'autres langues dans 21 pays africains, plus [Djibouti](#), qui n'appartient pas à l'ASS selon la classification des [Nations Unies](#). La [Mauritanie](#), qui avait été temporairement suspendue de l'OIF (2008-2009), a adopté l'arabe comme langue officielle, mais le français est resté largement la langue vernaculaire et à [Maurice](#), le français n'était pas la langue officielle (Calero & Mather, 2019). [L'Algérie](#), qui n'appartient pas à l'OIF en raison de divergences idéologiques, compte pourtant la deuxième communauté francophone du monde, avec environ 16 millions de locuteurs, suivie de la [Côte d'Ivoire](#) (membre de l'OIF) avec près de 12 millions de francophones. La Francophonie est principalement dirigée par l'élite francophone au pouvoir en [France](#) et en [Afrique](#), et le tristement célèbre réseau de patronage de la [Françafrique](#). Tous deux ont propagé l'universalité de la culture et du mode de vie français, basée sur la langue française, y compris le [pidgin français](#), souvent appelé de manière biaisée « [Petit-nègre](#) », un pidgin parlé par les soldats ouest-africains et leurs officiers blancs dans l'armée coloniale française aux années 1950.

Graph 1: Commerce français avec l'Afrique, 2019 (US\$ mrd.)



Source: EIU, 2022

Lors du [sommet de l'OIF à Dakar](#) en 2014, les aspects économiques et commerciaux de la francophonie ont été fermement établis, transcendant ainsi l'orientation culturelle et linguistique traditionnelle, en adoptant une stratégie économique explicite pour défendre les intérêts communs de l'espace francophone et imposer une réforme commune vision, notamment dans le domaine du commerce (Grosu, 2020). L'objectif de [Paris](#), comme l'a déclaré l'ancien [Président Hollande](#) en 2014, était d'augmenter le nombre de francophones jusqu'à 770 millions de personnes d'ici 2050 car, « quand les gens parlent la même langue, le commerce augmente de 65 % » (Dekker, 2020).

Pourtant, bien que la langue et la culture françaises soient des maillons et des facteurs de production cruciaux, il existe de sérieux problèmes de codes de transmission dans les sociétés africaines multilingues. Avec la colonisation, les [Africains de l'Ouest](#) se sont vu imposer la langue française et les modèles d'éducation laïque français. Paradoxalement, ces Africains de l'Ouest qui se sont résolument opposés à la colonisation française sont devenus les plus fervents défenseurs du français en l'Afrique postcoloniale dans leur propre pays (Diallo,

2016). En conséquence, l'éducation et l'alphabétisation sont passées de l'arabe classique (coranique) et de l'alphabet [Ajami](#) au Français. L'attachement à la langue française est devenu si profond qu'il a obscurci toute politique linguistique ou vision de la langue dans l'éducation pour répondre efficacement aux problèmes de langue nationale dans l'éducation et anticiper l'évolution des besoins linguistiques en [Afrique francophone](#) (Diallo, 2016). [L'eurocentrisme](#) a dominé l'éducation et est toujours présent dans l'enseignement. L'histoire africaine a été sous-estimée et la littérature supposée a commencé à [Rutebeuf](#) (1235-1285) et s'est terminée avec [Camus](#), comme l'a déclaré avec provocation le philosophe sénégalais [Souleymane Bachir Diagne](#) dans une interview au *Le Monde* en 2019 (Diagne, 2019).

Cela impacte, notamment dans le domaine de l'éducation, de la formation et de la vulgarisation, car le code de transmission et le sens ne sont souvent pas suffisamment maîtrisés ni par l'émetteur ni par le récepteur. Ceci est encore compliqué par le fait qu'en raison de la mobilité des populations et, en particulier, de [l'urbanisation croissante](#), les langues des sociétés multilingues ont tendance à se « déterritorialiser » et à s'éloigner du cadre social d'origine. Compte tenu de [l'évolution démographique](#) et sociale en [ASS](#), les systèmes éducatifs occidentaux conventionnels risquent d'échouer, y compris les systèmes de formation et de vulgarisation. De nouvelles méthodes et moyens de communication de masse seraient nécessaires qui pourraient apporter des solutions viables au problème de l'interface entre les langues franco-africaines (Chaudenson, 1991).

Map 2: Carte mondiale de l'indice de [mondialisation](#) du KOF⁴



Source: Gygli & Haelg & Potrafke & Sturm, 2019

Au fil des sommets, des sujets politiques, la paix, la démocratie et les droits de l'homme, le développement durable et les technologies numériques ont également été ajoutés

⁴ [Konjunkturforschungsstelle \(KOF\)](#) de [l'ETH Zurich](#), en [Suisse](#).- Pour des cartes et des indicateurs supplémentaires, voir l'annexe : ,Indicator of Globalization - African Undersea Cables (2023) and the World Map of Maastricht Globalization Index, 2012, prenant également en compte les facteurs environnementaux.

([Francophonie](#), site officiel). Lors du [sommet annuel Afrique-France](#) à [Montpellier](#) le 8 octobre 2021, le [Président Macron](#) a renouvelé son ambition du 28 novembre 2017 de relancer la relation entre la [France](#) et [l'Afrique](#) au-delà de la [Françafrique](#) à travers plusieurs engagements pour favoriser une relation de partenariat, notamment dans le domaine culturel ([Francophonie](#), site officiel). Cependant, l'universalisme tactique de Paris est resté à peu près le même (Domingues dos Santos & Schlimmer, 2021; Rosello, 2003).

Caricature 2 : *Bagage colonial - Macron en Afrique* :
Politique africaine de la France, bagage colonial et feuille de route⁵



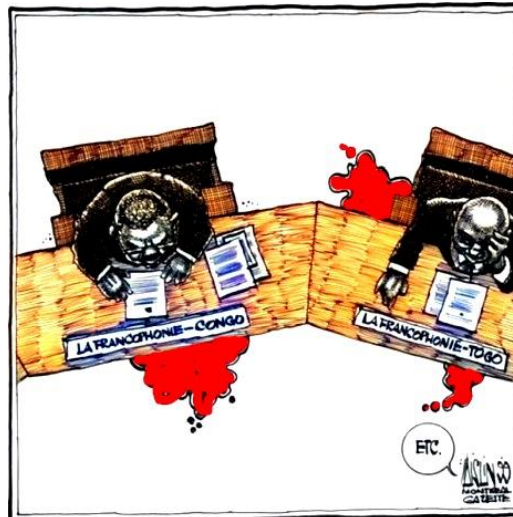
Source: [Gado cartoons](#), Novembre 2017

Dans ce qui suit, les défis et les perspectives de l'[OIF](#) en [ASS](#) seront analysés en mettant l'accent sur les répercussions politiques et économiques de la mondialisation, la rivalité croissante avec le Commonwealth et d'autres acteurs mondiaux, notamment la [Chine](#) et la [Russie](#), et les politiques postcoloniales des anciennes puissances coloniales. Un chapitre conclusif sondera les perspectives d'autodétermination des pays francophones en ASS.

⁵ Source: [Gado cartoons](#), Novembre 2017 - © (tous droits réservés). Godfrey Mwampembwa, nom de plume Gado (* 1969) est un caricaturiste politique, animateur et dessinateur de bandes dessinées né en Tanzanie, vivant au Kenya. Il est un artiste de renommée internationale et le « caricaturiste politique le plus syndiqué de l'Afrique de l'Est et du Centre » ([Gado comics](#), en.Wikipedia).

2. Enjeux de la dépendance postcoloniale des pays francophones en ASS

Caricature 3: « la sanglante politique de pouvoir de la Francophonie en [ASS](#) »



Source: Aislin ⁶

Le fossé entre [l'Afrique anglophone](#) et [francophone](#), qui comprenait la politique, l'économie, la société et la culture dans les pays africains, existait depuis la domination coloniale. Premièrement, il a été alimenté par le [partage de l'Afrique](#), i.e. l'impérialisme de puissances coloniales, farouchement concurrentes, plus tard par la rivalité politique, économique et culturelle, y compris même les [guerres par procuration](#), par ex. au [Biafra](#), au [Congo](#), en [Côte d'Ivoire](#) et au [Rwanda](#).

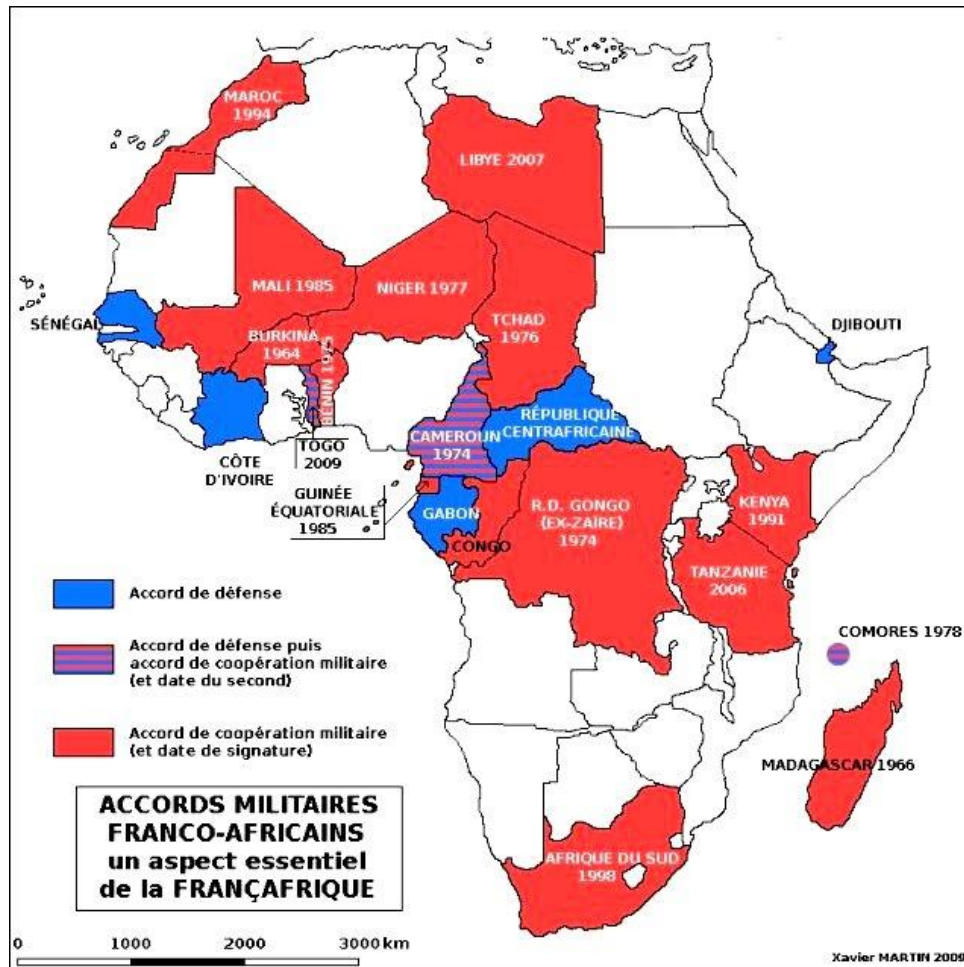
Le classement de la [France](#) parmi les nations les plus puissantes du monde dépend encore largement de son rôle politique, économique, militaire et culturel en [Afrique](#). De même, certains des autocrates les plus notoires [d'Afrique francophone](#) ont profité de cette relation privilégiée avec les « amis africains » de la France. L'autocrate gabonais [Omar Bongo](#), deuxième président du [Gabon](#) pendant 42 ans (1967 jusqu'à sa mort en 2009), qui a incarné la [Françafrique](#) comme peu d'autres, a caractérisé la [Francophonie](#) en 1996 avec la déclaration: « *L'Afrique sans la France est une voiture sans chauffeur, la France sans l'Afrique est une voiture sans carburant* » (Bernard, 2009). Le dictateur togolais, [Eyadéma Gnassingbé](#), s'est même vanté de son amitié personnelle avec des chefs d'État français. Bien que les Présidents français aient annoncé à plusieurs reprises rompre avec le système postcolonial du réseau ténébreux, informel et parfois même criminel de la [Françafrique](#), le système est resté bien vivant (Borrel, 2021). Le roman multi-primé « *En attendant le vote des bêtes sauvages* » de l'écrivain ivoirien [Ahmadou Kourouma](#), publié en 1998, le résume sous la forme d'une magistrale allégorie satirique sur [Eyadéma](#) et consorts (Modenesi, 2020).

En ce qui concerne son intérêt stratégique continu pour l'[ASS](#), la [France](#) a également maintenu sa présence militaire à des endroits stratégiques du continent. Bien que le nombre de troupes françaises en Afrique ait considérablement chuté à environ 11 000, cela représentait

⁶ Caricature sur la sanglante politique de pouvoir de la [Francophonie](#) en tant que chausse-pied complaisant des autocrates en [Afrique subsaharienne](#) : « La Francophonie en Afrique » - Artiste : Aislin. Signature L.r., AISLIN 99 - © (tous droits réservés).- Source: [Montreal Gazette](#), 1999; .coloration par l'auteur.

encore 63 % de toutes les forces françaises stationnées en permanence ou temporairement déployées en Afrique selon le [Sénat français](#) (Dekker, 2020).

Carte 3: Les traités militaires franco-africains, un aspect important de la [Françafrique](#)



Source: Françafrique, explicit military history, [wordpress.com](#), 19 août 2016

En août 2017, [Président Macron](#) a fondé un [Conseil présidentiel pour l'Afrique](#), composé de membres français et africains de la [société civile](#) et de la [diaspora africaine](#), pour fournir des conseils spécialisés sur les relations France-Afrique. Pourtant, apparemment, ce conseil a principalement servi de mesure de relations publiques pour polir l'image ternie de la [Françafrique](#) (Airault, & Glaser 2021). Trop souvent, le nouveau dialogue entre la [France](#) et [l'Afrique](#) s'est concentré sur le domaine économique et financier. Par ailleurs, le point de vue des acteurs africains était souvent secondaire voire absent, et la primauté donnée aux intérêts français, c'est-à-dire à la meilleure manière de les promouvoir et de les sauvegarder ou d'assurer son expansion au-delà du « [pré carré](#) » francophone (Mbembe, 2021).

[L'Afrique francophone](#) a été caractérisée jusqu'à présent par un manque de responsabilité gouvernementale. Cela est dû au pouvoir et à l'influence des « [Messieurs Afrique](#) », un terme inventé par [Antoine Glaser](#) et [Stephen Smith](#) en 1992, tant en Afrique francophone qu'en [France](#) (Glaser & Smith, 1992). Les entreprises françaises ont souvent été favorisées par rapport à d'autres entreprises étrangères, ajoutant ainsi des surcoûts inutiles aux transactions avec l'Afrique francophone. En cas de doute, les intérêts économiques français savaient aussi souvent les appels à un processus démocratique (Pickett, 2017). Les politiciens français ont considéré la rhétorique du [Washington](#) et de l'[UE](#) en faveur de la démocratisation avec

méfiance en raison de la concurrence croissante avec d'autres acteurs mondiaux, notamment les [États-Unis](#) et la [Chine](#) (Schraeder, 2000).

Selon [Douglas A. Yates](#) de l'[American Graduate School](#) de [Paris](#), la [France](#) est le seul membre du [Conseil de sécurité de l'ONU](#) à avoir une « politique africaine » explicite (Yates, 2019). Par un ingénieux système d'accords de coopération bilatéraux, la France a installé un accès privilégié à ses anciennes colonies africaines, non seulement dans le domaine politique et économique, mais aussi dans la culture, l'éducation, les ressources naturelles, l'aide, le commerce, la finance, la sécurité, la défense et une communauté devise. Cette dernière est non seulement à l'avantage des ambitions françaises de consolider son emprise hégémonique sur sa « [chasse gardée](#) » en Afrique, mais elle a surtout profité à un petit lobby prédateur d'influents « [Messieurs Afrique](#) » (Yates, 2019). Cela correspond à la politique de [capture réglementaire](#), c'est-à-dire un contrôle global du marché dans l'intérêt d'une fraction mineure qui fait passer la [recherche de rente](#) pour l'intérêt public commun.

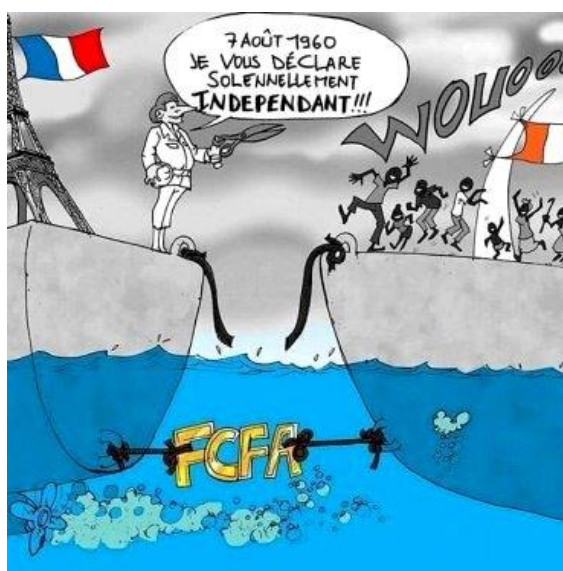
Capture réglementaire

Les exemples de cette approche ingénieuse de la [capture réglementaire](#) sont nombreux. Par exemple, une récente étude de cas comparative des réformes de la comptabilité publique en Afrique anglophone et francophone ([Ghana](#) et [Bénin](#)) a révélé que l'approche française pouvait être conceptualisée comme « coercitive », et les Britanniques comme un postcolonialisme « doux » (Hopper et al, 2019). L'approche du gouvernement à [Paris](#) a été caractérisée comme comparable à la « puissance dure » et à la domination. C'est-à-dire qu'il a forcé un État dépendant à faire quelque chose, ce qu'il ne ferait pas sans coercition. Cela comprenait des sanctions économiques, une diplomatie coercitive, et, si nécessaire, même une intervention militaire directe, malgré le ressentiment du public et les coûts politiques et économiques élevés. La capture réglementaire englobait les privilèges commerciaux dont jouissaient les multinationales et les cabinets comptables français, ainsi que les pratiques comptables associées. Ils ont perpétué les dépendances socio-économiques de la domination coloniale et encouragé une prédisposition pour les biens et services français. Ainsi, les accords ont non seulement imposé la politique monétaire de Paris (y compris le [franc CFA](#)) mais aussi le placement stratégique des administrateurs français, des fonctionnaires et des experts nationaux détachés (Hopper et al, 2019). Des études de cas de réformes de la comptabilité publique destinées à lutter contre la corruption et le népotisme au [Bénin](#), par exemple, ont révélé que l'implication d'experts étrangers pouvait même aggraver le problème. Bien que ces derniers s'appliquaient également aux programmes « d'ajustement structurel » imposés par la [Banque mondiale](#) et le [FMI](#) dans toute l'[ASS](#), le problème était particulièrement virulent en [Afrique francophone](#). Ceci, d'autant plus que le système de régulation, préconisé par le FMI concernant l'administration locale, a été abandonné par [Paris](#) au profit d'un système français, qui s'est finalement avéré encore plus problématique (Lassou & Hopper, 2016).

[L'Afrique francophone](#) a été dominée jusqu'à présent par les répercussions politiques, économiques et culturelles de la domination coloniale française. Un instrument majeur pour affirmer les intérêts de la [France](#) était le maintien d'une politique monétaire et d'une monnaie communes, le [franc CFA](#). Ainsi, le franc CFA ouest-africain est arrimé à l'euro au taux de 657,88 F CFA pour 1 €. Bien que cela ait été de plus en plus ressenti par les politiciens et les économistes africains, qui voulaient le remplacer par une monnaie ouest-africaine (« l' [éco](#) »), le CFA prévaut toujours, en raison du réseau social des dirigeants politiques et des hommes d'affaires français et africains qui bénéficient de le système.

La discussion internationale controversée se concentre sur les questions de souveraineté et les questions politiques et économiques formelles. Cependant, les règles du [secteur informel](#) se sont avérées au moins aussi cruciales dans la structuration de la [zone CFA](#) que les institutions et les politiques du secteur formel de l'économie, y compris ses institutions monétaires. Pendant des décennies, par exemple, les prix des importations françaises ont été surévalués, en raison de la protection par l'aide liée et d'autres barrières commerciales politiques et culturelles non-tarifaires. Le coût de cette recherche de rente a été supporté non seulement par le [Trésor français](#), qui garantit le rattachement, mais par les contribuables français et européens, qui ont financé les renflouements budgétaires et l'aide au développement, et enfin, mais non des moindres, par les pays africains les plus pauvres et les couches sociales inférieures. Bien que cela ne s'applique à proprement parler qu'à la [zone CFA](#), il existe de forts indicateurs que les choses n'ont pas beaucoup changés depuis pour l'Afrique francophone en général.

Caricature 4 : Le [franc CFA](#)



Source: Yapsy⁷

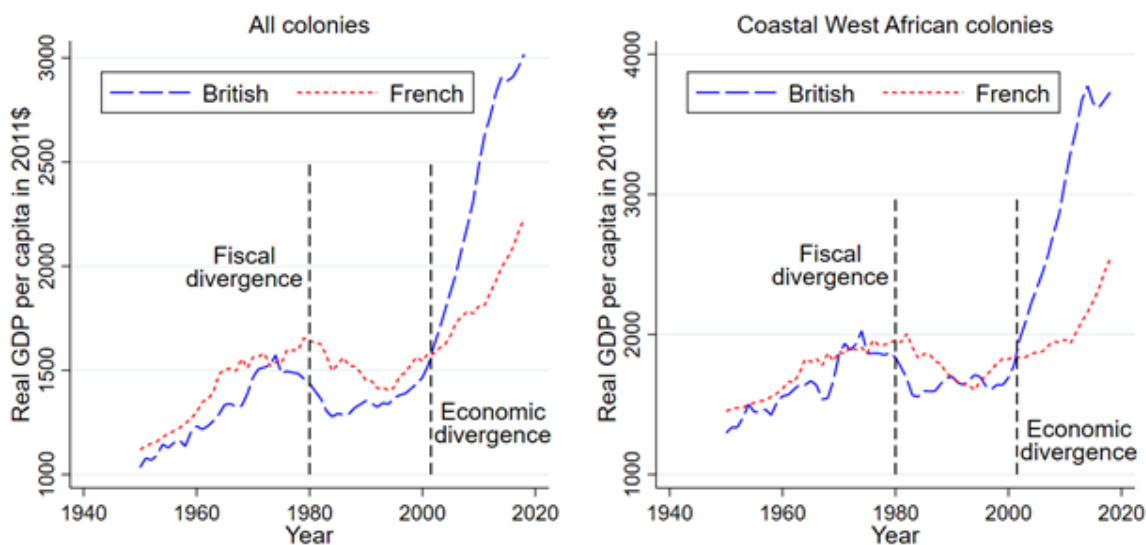
Apparemment, les pays précédemment sous domination française sont en moyenne moins bien lotis que les pays précédemment sous domination britannique. Une étude comparative récente de [l'Akron Williams Honors College](#) à Akron, [Ohio](#), de deux pays anglophones ([Ghana](#) et [Nigeria](#)) et de deux pays francophones ([Côte d'Ivoire](#) et [Cameroun](#)) a révélé par exemple que le Ghana a surpassé la Côte d'Ivoire en matière de l'indice de développement humain ([IDH](#)) par une différence de plus de 20 pays. Le Cameroun a devancé le Nigeria de huit points (Gagné, 2020). Sept des dix pays les moins bien classés concernant l'IDH appartenaient à l'Afrique francophone. De plus, le [Burundi](#), le [Niger](#) et la [RD Congo](#) occupaient les trois dernières positions des 187 pays inclus dans le rapport (Ngugi, 2017). De plus, les répercussions de la [recherche de rente](#) ont un impact négatif sur la performance économique à ce jour. Par exemple, les niveaux de croissance sont nettement inférieurs depuis deux décennies à ceux des concurrents anglophones (Ricart-Huguet, 2022; Kohnert, 2022).

⁷ Caricature sur la pérennisation de la dépendance postcoloniale des anciennes colonies françaises d'Afrique. - Le dessinateur ivoirien Yapsy est l'auteur de cette caricature qui date de 2016. - © (tous droits réservés)- Source: <http://www.imgrum.org>.

Cependant, les taux de croissance plus élevés en Afrique anglophone au cours de la dernière décennie pourraient également indiquer c. p. une érosion de la persistance des anciens investissements coloniaux. Par exemple, les investissements publics par habitant dans l'éducation et la santé étaient plus élevés en [Afrique francophone](#) (Ricart-Huguet, 2022). De plus, les investissements coloniaux en [Afrique anglophone](#) étaient (encore) plus inégalement répartis entre les régions qu'en Afrique francophone, ce qui a pu créer des pôles de croissance, stimulant la croissance globale dans les anciennes colonies britanniques, un avantage qui s'est peut-être érodé au cours de la dernière décennie (Ricart-Huguet, 2021).

En ce qui concerne le renforcement des institutions, la divergence entre l'Afrique anglophone et francophone s'est traduite par des alliances politiques et économiques rivales, par exemple, la [CEDEAO](#) et l'[UEMOA](#) en [Afrique de l'Ouest](#). Cependant, aucune des deux organisations n'a eu les retombées attendues pour la sous-région dans son ensemble. En ce qui concerne l'[UEMOA](#) francophone, la mobilité de la main-d'œuvre s'est ralentie, la convergence budgétaire a été décevante, l'expansion du commerce intra-régional est restée modeste et la compétitivité s'est érodée (Boogaerde & Tsangarides, 2005).

Graph 3: Divergence de la croissance économique:
Afrique anglophone et francophone



Source: Ricart-Huguet, 2022

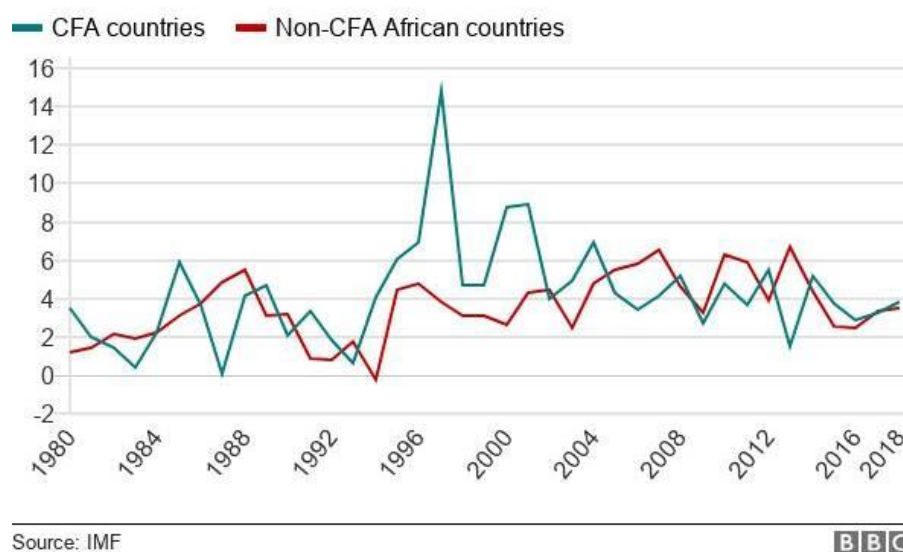
Par conséquent, il n'est pas surprenant qu'un ressentiment croissant se soit également développé contre la dépendance ininterrompue de l'Afrique francophone vis-à-vis de la politique monétaire intéressée de la [France](#) dans ses anciennes colonies employant le [franc CFA](#), comme expliqué ci-après (Kohnert, 2005 ; 2005a, 1994). Enfin, la Francophonie a peint sur les différences substantielles entre les États membres concernant sa propre histoire. Les pays développés comme le [Canada](#), la [Belgique](#) et la [Suisse](#) n'avaient jamais connu l'impérialisme français de la même manière que les colonies africaines. Ce manque d'histoire commune a empêché la pérennité de la Francophonie en tant que communauté politique d'égal à égal (Jacob, 2013).

La polémique sur le franc CFA

La [France](#) a imposé sa propre politique monétaire et monétaire, la [zone franc](#) CFA, à ses colonies qui prévalent à ce jour. Il se compose de deux unions économiques et monétaires avec deux [francs CFA](#) distincts. En [Afrique de l'Ouest](#) francophone qui comprend le bloc de l'Union économique et monétaire ouest-africaine [UEMOA](#) au sein de la [CEDEAO](#). Le [franc CFA ouest-africain](#) est géré par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest ([BCEAO](#)). Dans le même ordre d'idées, le [franc CFA d'Afrique centrale](#), émis par la Banque des États de l'Afrique centrale ([BEAC](#)), est organisé sous la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale ([CEMAC](#)).

Pour contrer la dépendance postcoloniale, la Zone monétaire ouest-africaine ([ZMAO](#)) a été fondée en décembre 2000, pour créer une union monétaire et plus tard une monnaie commune, l'[éco](#), pour la CEDEAO afin de faciliter les échanges, de réduire les coûts de transaction et de faciliter les paiements entre les 385 millions personnes de la CEDEAO. Cependant, les critiques craignaient que le Nigeria, la plus grande économie de la région, ne domine la politique monétaire et n'entrave les avantages prévus.

Graph 4: Comportement des économies de la zone CFA par rapport au reste de l'Afrique (Croissance moyenne du PIB dans le temps)



L'introduction, cependant, a été retardée plusieurs fois. Déjà en juillet 2019, les dirigeants de la sous-région avaient adopté une proposition visant à introduire une monnaie unique, labellisée « l'[éco](#) », initialement restreinte à la Zone monétaire ouest-africaine ([ZMAO](#)), pour l'ensemble de la [CEDEAO](#) d'ici 2020. Dans la première phase, les pays anglophones à monnaie propre ([Gambie](#), [Ghana](#), [Nigeria](#) et [Sierra Leone](#)) et le [Guinée](#) devaient lancer l'[éco](#). Dans un second temps, les huit pays membres de l'[UEMOA](#) qui ont en commun le [franc CFA](#) ([Côte d'Ivoire](#), [Sénégal](#), [Burkina Faso](#), [Mali](#), [Togo](#), [Niger](#), [Bénin](#) et [Guinée-Bissau](#)) devraient emboîter le pas. Cependant, en décembre 2019, les présidents français et ivoiriens, [Emanuel Macron](#) et [Alassane Ouattara](#), ont déclaré à la surprise générale que les États membres (francophones) de l'UEMOA abandonneraient d'abord le CFA pour adopter l'[éco](#), quels que soient les États membres anglophones de la ZMAO, en transformant unilatéralement le CFA franc à l'[éco](#) d'ici 2020. Cela a provoqué une vive protestation de ces derniers, notamment du

[Nigeria](#), de loin le plus grand des pays [d'Afrique de l'Ouest](#), car [Abuja](#) soupçonnait [Paris](#) de poursuivre sa politique africaine unilatérale et ses relations postcoloniales sous le déguisement de l'assistance à une monnaie ouest-africaine « indépendante » (Ibrahim, 2020). En mai 2020, le Conseil des ministres français a adopté un projet de loi qui a préparé la voie à l'abandon du [franc CFA](#) ouest-africain pour l'[éco](#). Le projet de loi doit encore être entériné par les parlements des États membres de l'[UEMOA](#) et de la [France](#). De manière caractéristique, il n'a pas abordé l'un des aspects les plus controversés du CFA, à savoir le lien de la monnaie avec la politique monétaire de Paris et la parité fixe avec l'[euro](#). Ainsi, Paris a sapé les ambitions durables des États membres de la [ZMAO](#) avec sa politique de diviser pour mieux régner. En juin 2021, la [CEDEAO](#) a annoncé 2027 comme nouvelle date de lancement de l'[éco](#). Cependant, de nouveaux retards sont probables en raison des répercussions de [la pandémie de COVID-19](#), de la [crise malienne](#) et des menaces croissantes du [terrorisme islamiste](#) (Kohnert, 2022a).

Selon une enquête d'[Afrobaromètre](#) sur la monnaie très décriée du [franc CFA](#), par exemple, publiée le 13 février 2019, deux [Togolais](#) sur trois estimaient que le CFA devait être remplacé. En plus, 66 % ont répondu que la monnaie profite plus à la [France](#) qu'aux membres de la [zone franc](#) comme le [Togo](#). Les plus riches et les plus éduqués parmi les sondés sont les plus hostiles à la monnaie postcoloniale (73 %). Ainsi, lors d'une réunion de la [CEDEAO](#) en novembre 2019, les huit États ouest-africains de l'[UEMOA](#) ont adopté une proposition de retrait de leurs réserves de changes auprès de la banque centrale française. Cela a suscité des réactions controversées, notamment parmi les détracteurs du franc CFA, dont le Togolais [Kako Nubukpo](#), ex-administrateur à la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest ([BCEAO](#)) et ancien ministre togolais.

Enfin, l'ancrage du [franc CFA](#) a favorisé des sorties massives de capitaux. Cela a également été soutenu par le renforcement progressif de l'[euro](#) par rapport au dollar américain depuis avril 2021 qui a favorisé les importations au détriment du marché d'exportation. Auparavant, la volatilité du dollar américain par rapport à l'euro avait été la principale raison de la sévère [dévaluation du franc CFA de 1994](#) qui avait provoqué des troubles sociaux et politiques généralisés dans les États membres de l'UEMOA. En décembre, Nubukpo a été démis de ses fonctions à l'[OIF](#) en raison de ses propos critiques à la fois sur le franc CFA ainsi que sur le président français Emmanuel Macron et les prétendus propos déshonorants de ce dernier à l'égard des dirigeants africains (Kohnert, 2018).

L'intégration dans la [zone franc](#) se justifie encore principalement par des raisons politiques plutôt qu'économiques. Cela englobait les privilèges commerciaux dont jouissaient les multinationales et les cabinets comptables français, ainsi que les pratiques comptables associées. Ils ont perpétué les dépendances socio-économiques de la domination coloniale et encouragé une prédisposition pour les biens et services français. Ainsi, les accords ont non seulement imposé la politique monétaire de Paris (y compris le [franc CFA](#)) mais aussi le placement stratégique des administrateurs français, des fonctionnaires et des experts nationaux détachés (Hopper et al, 2019).

Exemple de la persistance des « Messieurs Afrique » : Le Paris-village

En avril 2018, le quotidien français *Le Monde* a révélé des détails sur un important scandale de corruption de dimension internationale. Apparemment, le [clan Gnassingbé](#) au pouvoir au [Togo](#) a été interrogé par la justice française dans le cadre de l'affaire Bolloré. Le célèbre magnat français [Vincent Bolloré](#), membre éminent de la [Françafrique](#), avait été soupçonné

d'avoir obtenu des concessions portuaires à [Lomé](#) par des services sous-facturés (800 000 € pour seulement 100 000 €) fournis par l'agence de publicité internationale [Havas](#) (jusqu'en 2017 une dépendance de 60 % de Bolloré, puis vendu à [Vivendi](#)) pour aider [Faure Gnassingbé](#) élu en 2010 (Kohnert, 2022a). Le 26 février 2021, Bolloré a plaidé coupable d'être coupable de corruption active. Après tout, cela tolérerait la capture de l'État par le tout-puissant groupe Bolloré, ses vassaux et alliés politiques comme [Jacques Dupuydauby](#), un magnat français tout aussi bien connecté du réseau postcolonial [Françafrique](#). Lui et le notoire l'avocat et conseiller de la présidence, [Charles Debbasch](#), assistés de leur allié local Charles Kokoufi Gafan, qui a épousé l'une des filles du Président Faure Gnassingbé, ont collaboré étroitement pour collecter des pots-de-vin de Dupuydauby et de nombreuses autres entreprises au Togo, pour la distribution au Président [Eyadéma](#), sa famille et son entourage. Bolloré et Dupuydauby considéraient apparemment le [Togo](#) comme leur chasse-gardée personnelle. Le Président et sa famille élargie, les membres clé de son entourage, politiciens, policiers et militaires, ils ont tous bénéficié de toute sortes de pots-de-vin, d'emplois ou d'opportunités commerciales préférentielles que l'État pouvait accorder (Weir & Vescovacci, 2022; Kohnert, 2022).

3. Réseaux rivaux : Francophonie et Commonwealth

Les relations entre la [France](#), la [Francophonie](#) et la Communauté des Nations ont connu des périodes de changement successives. Le [syndrome de Fashoda](#), faisant référence à l'affrontement entre les troupes britanniques et françaises au [Sud-Soudan](#) en 1898, a façonné les attitudes françaises jusqu'ici pour empêcher l'influence du [Commonwealth](#) en [Afrique francophone](#), estimant que leurs intérêts s'excluaient mutuellement ([la France et le Commonwealth des Nations](#), en.Wikipedia). Pour faire valoir ses prétentions, la Francophonie a dépensé dix fois plus par habitant que le Commonwealth (0,30 € contre 0,03 €; Auplat, 2003). Depuis la fin de la [guerre froide](#), les changements politiques dans la francophonie ont été principalement motivés par des facteurs externes, tels que l'effort de lutte contre l'hégémonie culturelle anglo-américaine. Les continuités politiques, en revanche, étaient principalement attribuées aux affinités historiques de la France avec l'Afrique, au réseau [Françafrique](#) et à la conception de la place de la France dans le monde et à sa compréhension du rôle de l'État (Ager, 2005).

Quant à la fonction clé d'une langue commune, la [France](#) et la Francophonie ne pourraient égaler l'hégémonie de l'anglais qu'en jouant sur la situation multilingue de l'Europe et en nouant des alliances avec d'autres langues européennes importantes, notamment les partenaires commerciaux germanophones de l'Afrique (Batho, 2001).

Cependant, les inquiétudes à [Paris](#) et à [Londres](#) quant à leur pouvoir relatif sur la scène internationale les ont poussés à travailler plus étroitement avec les organisations régionales et sous-régionales africaines. En 1998, lors du [sommet franco-britannique de Saint-Malo](#), les deux gouvernements déclarent leur intention de mettre de côté leur rivalité séculaire pour poursuivre une coopération conjointe vis-à-vis de leurs anciennes colonies d'Afrique (Torrent, 2011; Chafer, 2016). Pourtant, l'amélioration de la coopération s'est largement limitée au domaine de la sécurité, notamment dans le cas des missions militaires de la politique de sécurité et de défense commune ([PESD](#)) en Afrique et de la formation des casques bleus africains (Cumming, 2016). Alors que les deux pays ont travaillé plus étroitement avec les organisations régionales et sous-régionales africaines pour compenser leur pouvoir décroissant sur la scène internationale, leurs intérêts divergents et leurs priorités en matière de politique étrangère ont persisté et ont finalement limité l'étendue de la coopération (Chafer, 2016).

Pour maintenir et consolider leurs enjeux dans la région, des acteurs lointains comme la [France](#) et le [Royaume-Uni](#) tentent de légitimer leurs revendications en utilisant les organisations régionales comme une sorte de « cheval de Troie » pour reproduire leurs structures postcoloniales. Ainsi, [Paris](#) a participé aux processus de construction régionale en [ASS](#) de l'intérieur plutôt que de l'extérieur en détenant un statut informel de quasi-membre dans les structures de gouvernance régionales, par ex. dans l'[UEMOA](#) et la [CEMAC](#). Il a fallu une agence locale en influençant les élites politiques qui intègrent activement l'acteur externe dans la région et sa gouvernance (Mattheis, 2021).

En ce qui concerne l'effet commercial de l'héritage colonial, les pays francophones étaient associés à quatre fois plus d'échanges de marchandises, enfin et surtout, en raison de [l'aide liée](#), tandis que l'appartenance au Commonwealth augmentait les exportations de services de 56,2 %, notamment avec les [PMA](#) africains (Shingal , 2016). En ce qui concerne la culture, les barrières linguistiques et le transfert de connaissances, les groupes rivaux ont adopté différentes stratégies pour faire face à ces défis. À cet égard, les relations extérieures avec la [Chine](#) ont fourni un exemple révélateur. Alors que les pays africains anglophones préféraient enseigner l'anglais à leurs homologues chinois pour améliorer la communication, les pays francophones préféraient apprendre le chinois mandarin (Ado, 2020).

Récemment, la Francophonie avait de nouveau de quoi s'inquiéter de la concurrence avec son ancien rival le Commonwealth. Notamment, [Paris](#) est devenu extrêmement inquiet. Ses alliés traditionnels, les pays francophones du [Maghreb](#), même s'ils n'appartiennent pas à l'[OIF](#), comme l'[Algérie](#), réorientent leurs relations économiques extérieures vers [Londres](#). De plus, l'échec de l'intervention armée de la [France](#) au [Mali](#) a endeuillé la diplomatie française (Canales, 2022). De plus, en juin 2022, le [Togo](#) et le [Gabon](#), deux piliers et organes importants de la [Françafrique](#), ont décidé de rejoindre également le Commonwealth pour des raisons économiques, et d'autres membres ouest-africains de l'[OIF](#), tels que le [Bénin](#), la [Côte d'Ivoire](#), la [Guinée](#), le [Sénégal](#) et la [Mauritanie](#) pourraient emboîter le pas (Canales, 2022). Ces pays francophones avaient évidemment noté que la plupart des économies africaines les plus performantes appartenaient plutôt à l'Afrique anglophone qu'à l'Afrique francophone. De plus, cette décision a permis aux « renégats » de redéfinir les relations bilatérales avec le Royaume-Uni à la suite du [Brexit](#) (Kohnert, 2020).

Les États africains membres de l'[OIF](#) qui n'ont pas le français comme langue officielle ou actuelle comprennent les sept états suivants ⁸:

- [Cap-Vert](#) (lusophone)
- [Égypte](#) (arabophone)
- [Gambie](#) (anglophone)
- [Ghana](#) (anglophone)
- [Guinée-Bissau](#) (lusophone)
- [Mozambique](#) (lusophone)
- [São Tomé and Príncipe](#) (lusophone)

En dehors de cela, le [Cameroun](#) bilingue est membre à la fois de l'[OIF](#) et du Commonwealth, comme le [Canada](#). L'ancienne colonie portugaise du [Mozambique](#) a été le premier pays africain non-anglophone à l'avoir rejoint en 1995 en raison de son histoire de soutien aux efforts [anti-apartheid](#) et parce qu'il souhaitait diversifier ses engagements au-delà de la

⁸ Voir Annexe Carte 11 pour plus de détails. Source: [Francophone Africa](#), fr.wikipedia

Communauté des pays de langue portugaise ([CPLP](#)) ainsi que pour améliorer son commerce avec les pays membres du Commonwealth, notamment en [Afrique australe](#). Le [Rwanda](#), un état membre de l'[OIF](#) qui avait suspendu ses relations extérieures avec la [France](#) de 2006 à 2010, a rejoint le Commonwealth en 2009 et est même passé à l'anglais comme langue officielle en raison de l'implication présumée de [Paris](#) dans le [génocide rwandais](#).

Cependant, la francophonie essayait aussi de s'étendre arbitrairement. Cela avait été prouvé entre autres par la précipitation de [Paris](#) à adopter l'[éco](#), que les membres anglophones de la [CEDEAO](#) soient ou non d'accord. Notamment, le [Nigeria](#), dont l'économie représentait les deux tiers du [PIB](#) de la CEDEAO, a interprété cette décision unilatérale comme un stratagème de la France pour conserver, et éventuellement étendre, son influence en [Afrique de l'Ouest](#) à ses propres frais et ainsi acquérir une influence disproportionnée sur [CEDEAO](#) (voir ci-dessus; Fabricius, 2022; Ibrahim, 2020). Cependant, la Francophonie et le Commonwealth ont des approches assez différentes en matière de coopération avec les Organisations Non Gouvernementales ([ONG](#)) et les Organisations de la Société Civile ([OSC](#)). Le Commonwealth est définitivement plus ouvert à l'interaction, ce qui devient crucial à une époque où les [mouvements sociaux](#) et les [médias sociaux](#) défient de plus en plus la politique intérieure et étrangère (Auplat, 2003).

4. La rivalité de la France avec la Chine et la Russie

Caricature 5: La Chine et l'Afrique



Source: Boulon, *Pekin Express*, 22 Septembre 2009⁹

La [Chine](#) et la [Russie](#) défient l'ordre libéral et l'État de droit aux niveaux mondial et régional en raison de leur position non-critique à l'égard des violations des droits de l'homme en Afrique et de leur soutien économique aux gouvernements africains sans imposer aucune condition de démocratisation et de bonne [gouvernance](#) (Conteh-Morgan, 2015). [L'administration Trump](#) (2017-2021) avait facilité l'accompagnement de l'abandon de l'ordre international libéral et de la [souveraineté westphalienne](#) des États que l'Amérique défendait depuis des siècles. La [France](#) a perçu cette évolution comme une menace à son hégémonie traditionnelle en Afrique francophone.

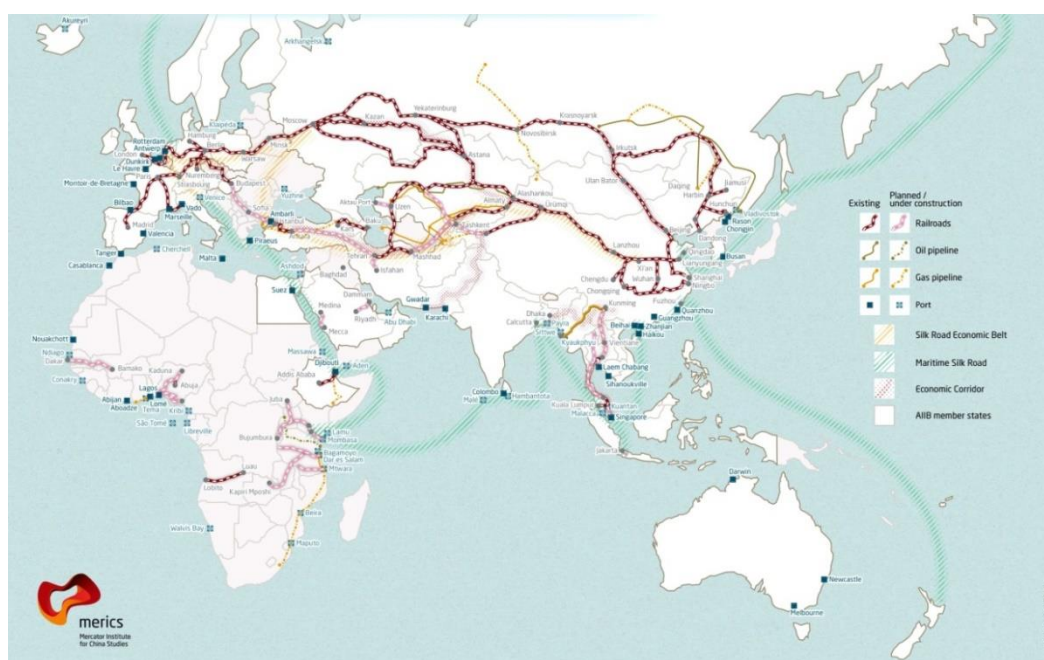
⁹ « [Le Petit nègre](#) », - accédé: 5 décembre 2022 - © Boulon (tous droits réservés).

Intérêts chinois concurrentiels en ASS

En raison des investissements importants de la [Chine](#) en [ASS](#), y compris son initiative de la [nouvelle route de la soie](#), qui a ravivé l'intérêt économique et politique français dans ce pays, et compte tenu de l'affaiblissement des liens culturels et linguistiques, remis en cause par la diffusion croissante de l'anglais, la [France](#) a perdu sa position économique privilégiée dans l'Afrique. Elle est restée une puissance hégémonique principalement d'un point de vue militaire. Ses relations futures avec l'Afrique dépendront des possibilités de [Paris](#) de vaincre ses concurrents et de retrouver son plein pouvoir hégémonique dans la sous-région, ce qui est peu probable (Gaudino, 2018). Ceci, d'autant plus que l'initiative chinoise de la route de la soie maritime a également abouti à la mise en place de la première base militaire chinoise à l'étranger à [Djibouti](#), qui pourrait être considérée comme un modèle pour le développement des ports chinois stratégiques dans toute l'Afrique (Styan, 2020 ; voir carte 4).

Carte 4 : [Nouvelle route de la soie](#) et ses implications pour l'Afrique

La [Chine](#) utilise, acquiert et construit des chemins de fer, des ports et des pipelines également en ASS



Source: Nantulya, 2019; the [Mercator Institute for China Studies](#)

Mais aussi dans le secteur économique, le [pré-carée](#) de [Paris](#) en [Afrique francophone](#) s'est considérablement érodée au cours des dernières décennies. Alors que la [France](#) était encore le premier exportateur vers toutes ses anciennes colonies africaines en 2000, elle ne pouvait conserver ce statut que dans trois pays en 2017. La [Chine](#) était le principal challenger, notamment en [Afrique de l'Ouest](#) francophone, attirée par des taux de croissance de plus de 7% en des pays comme le [Sénégal](#) et la [Côte d'Ivoire](#). Les prêts chinois à ces pays ont augmenté de 332 % entre 2010 et 2017, par rapport à 2000-09, et les contrats attribués aux entreprises chinoises ont triplé en valeur au cours de la même période (Bayes, 2020). [Pékin](#) (Beijing) s'est concentré sur le [Sénégal](#) comme « la porte d'entrée de l'Afrique de l'Ouest ». C'était le premier pays d'Afrique de l'Ouest à rejoindre [l'Initiative Ceinture et Route](#) (BRI) qui a débuté en 2013, et tous les autres gouvernements francophones d'Afrique de l'Ouest, à l'exception du [Bénin](#), ont emboîté le pas. Le Président [Xi Jinping](#), qui s'est rendu à [Dakar](#) en 2018, a qualifié le [Sénégal](#) de partenaire stratégique global. Le sentiment anti-français

croissant en [Afrique de l'Ouest](#) a offert un terrain fertile à la rhétorique de [Pékin](#), lui permettant de se présenter comme une nouvelle alternative. Ainsi, les entreprises chinoises se sont déplacées vers des secteurs qui étaient dominés par les entreprises françaises comme le génie civil, les industries extractives, les télécoms et les ports. Les multinationales françaises comme [Vinci SA](#), [Eiffage](#), [Orange S.A.](#), [Bouygues](#), [TotalEnergies](#), [Orano](#) (Areva) et [Alstom](#) ont dû concurrencer les géants chinois, qui bénéficiaient du même type de mécénat d'État que Paris offrait à ses entreprises. [Paris](#) a riposté en mettant en garde les gouvernements africains contre le danger inhérent d'une dette chinoise insupportable. Mais Président [Macron](#) a également fait appel à Pékin en tant que « partenaire » en Afrique, niant qu'ils étaient des « rivaux stratégiques », et a proposé de relancer la coopération franco-chinoise en Afrique, en déplaçant l'accent sur la sécurité et la coopération au développement, notamment sur le climat (Bayes, 2020).

De plus, les migrants entrepreneurs chinois en Afrique, ainsi que leurs homologues africains en Afrique et en [Chine](#), ont intégré une mondialisation par le bas dans leurs pratiques économiques très transnationales. Ils sont devenus porteurs de transformations sociales et économiques dans leurs pays d'accueil respectifs. En fait, les relations des petits commerçants chinois et africains et leur perception mutuelle ont fondamentalement changé depuis les manifestations xénophobes contre « les Chinois » dans plusieurs villes africaines ainsi que l'incompréhension mutuelle des deux dans les villes chinoises (principalement dans les quartiers urbains de [Guangzhou](#) Xiaobei et Sanyuanli) où les entrepreneurs migrants africains sont arrivés au début des années 2000. Beaucoup d'entre eux, sinon la plupart, ne sont pas venus s'installer de façon permanente dans le pays d'accueil, mais ils ont plutôt agi comme des résidents, explorant le terrain à la recherche d'un commerce rentable, c'est-à-dire d'importations chinoises de biens de consommation bon marché vers l'Afrique. Leur intérêt économique mutuel ne reposait pas tant sur l'impact général de la mondialisation politique et économique que plus spécifiquement sur le développement de la production industrielle chinoise qui facilitait l'accès des Africains aux produits occidentaux recherchés à un prix abordable. Le domaine de ces transformations couvrait un éventail remarquable, allant des stratégies d'accès spécifiques aux ressources et à la mobilité sociale, en passant par l'évolution des comportements de consommation, les nouvelles normes et pratiques jusqu'aux modifications des goûts et des modes de vie (Giese & Marfaing, 2016; Kohnert, 2017).

Intérêts russes concurrentiels en ASS

Cartoon 6: 'France, dégage! *[Sahel](#): complot français contre complot russe ?*



Source: Damien Glez ¹⁰

¹⁰ [Damien Glez](#), 2020, [Jeune Afrique](#). 15 janvier 2020, © (tous droits réservés). Glez est un dessinateur et chroniqueur franco-burkinabé de renommée internationale.

Carte 5 : Présence militaire russe en Afrique en 2019



Source: Lévesque, 2020

Le président russe, [Vladimir Poutine](#), attache une grande importance à la reconstruction de la [Russie](#) en tant que puissance mondiale, y compris les relations avec l'Afrique. Mais alors que l'Union soviétique prônait la modernisation socialiste en Afrique, [Moscou](#) ne propose plus d'idéologies socialistes. Au lieu de cela, il se concentre sur l'accès aux élites africaines, en particulier les dirigeants autoritaires. Il cherche également à influencer les élections en sa faveur, en particulier dans les [États fragiles](#) mais riches en ressources. Le [Kremlin](#) a déclaré qu'il voulait éviter de concurrencer directement d'autres puissances mondiales actives en Afrique. Au lieu de cela, il voulait se concentrer sur les pays où ni l'[Occident](#) ni la [Chine](#) ne dominent. Là, on s'attend à ce qu'il puisse travailler plus efficacement. Mais la Russie, comme la Chine, a défié les normes occidentales et sapé les sanctions américaines et européennes. En outre, les deux partenaires stratégiques soutiennent la non-ingérence dans les affaires intérieures des États. En plus, les relations de la Russie avec l'Afrique ont été largement motivées par son intérêt pour les ressources africaines et les marchés de la sécurité (Kohnert, 2022b).

La résurgence de la [Russie](#) en Afrique profite notamment du [terrorisme islamiste](#), par exemple au [Sahel](#), en [Somalie](#) et au [Mozambique](#). Il utilise les [États fragiles](#) et les conflits en cours pour obtenir des contrats d'armement lucratifs et des concessions minières. [Moscou](#) a signé des accords de coopération militaire avec 21 gouvernements africains, y compris des négociations sur l'établissement de bases militaires. Il utilise des sous-traitants paramilitaires pour manipuler le cours des conflits locaux en sa faveur. En retour, Moscou peut compter sur le soutien des dirigeants africains en matière de politique étrangère. Ainsi, l'[Érythrée](#) a voté

contre une résolution de [l'Assemblée générale des Nations unies](#) condamnant fermement la [guerre de la Russie en Ukraine](#). 18 autres pays africains se sont abstenus, dont le [Mali](#), le [Mozambique](#), [l'Angola](#) et [l'Afrique du Sud](#) (Kohnert, 2022b).

Les régions africaines avec un statut d'État limité et des [États défaillants](#), où des conflits violents menaçaient la sécurité et la stabilité régionales, sont devenues la porte d'entrée de l'intrusion de la Russie. [Moscou](#) a profité du vide de pouvoir qui en a résulté et s'est concentré sur des pays qui étaient autrefois des colonies françaises et portugaises, que Moscou croyait plus faciles à infiltrer.

Graph 5: Partenaires commerciaux russes en [ASS](#), 2019
(Importations russes: 3,3 US\$ mrd.; exportations : 678 US\$ m)

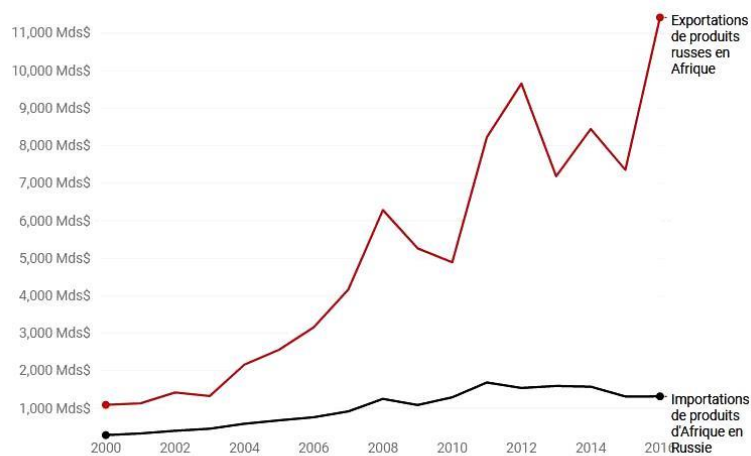


Source: Guensburg, 2022; World Bank / UN

Dans ces conditions, [Poutine](#) était libre d'exploiter les contradictions politiques et sociales en Afrique et de déstabiliser l'ordre occidental, même au risque de la montée du [terrorisme islamique](#). Les pipelines criminels terroristes et les États corrompus sont exploités par les marchands d'armes russes à travers l'Afrique depuis des décennies. Ceux-ci comprenaient un soutien notoire au régime de [Taylor](#) au [Liberia](#) au début des années 2000, notamment au tristement célèbre [trafiquants d'armes](#) russe [Viktor Bout](#), surnommé le « marchand de la mort ». La coopération reposait sur le contrôle par l'état des points d'entrée et de sortie des organisations criminelles afin de préserver la participation aux bénéfices, les passeports diplomatiques, y compris l'immunité associée, et l'état de droit, qui garantissait la bonne commercialisation de ces entreprises.

Aujourd'hui, la [Russie](#) bénéficie principalement de la « sécurité » offerte aux dirigeants autocratiques, par ex. au [Mali](#), y compris la vente d'armes, le conseil et la formation aux opérations de contre-insurrection et de [contre-terrorisme](#) contre le [terrorisme islamique](#) en échange de l'accès aux ressources et aux marchés africains. Moscou s'intéresse particulièrement à la [Corne de l'Afrique](#) pour contrôler d'importantes routes commerciales d'importance mondiale. Tout cela a miné l'intérêt français pour l'[ASS](#) (Kohnert, 2022c).

Graph 6: Croissance du commerce russo-africain, 2000 – 2016, en US\$ mrd.

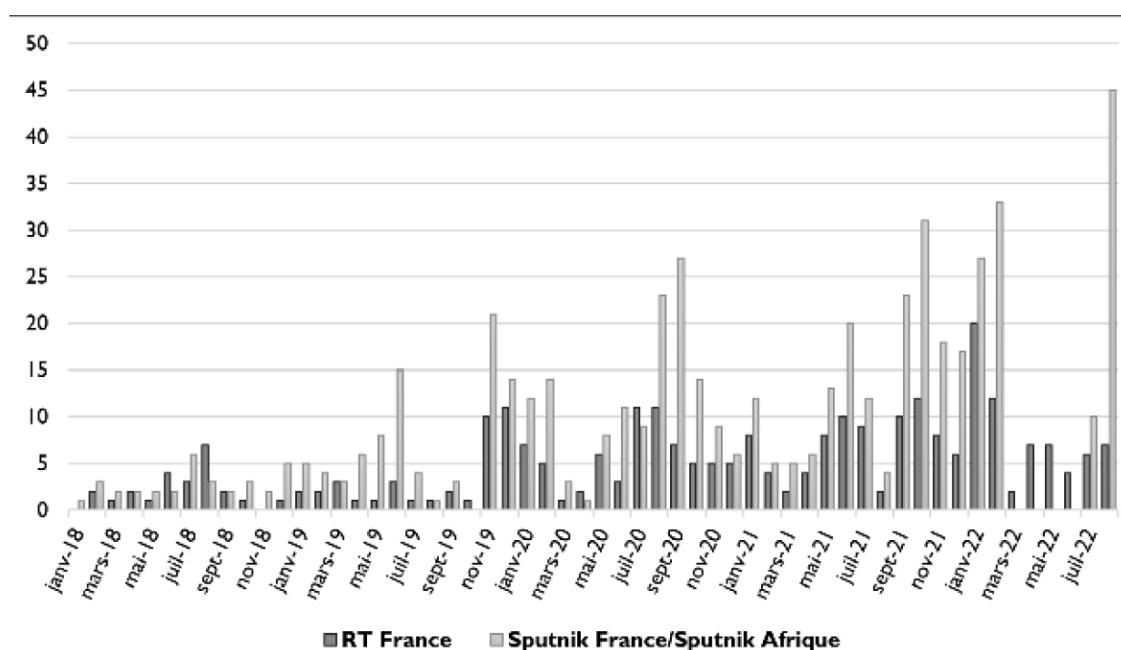


Source: Centre africain pour la politique commerciale de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique - UNCTAD STAT - Get the data - Created with Datawrapper

Source: Faivre, Agnès (2018)

Depuis le [sommet Russie-Afrique, à Sotchi](#) en octobre 2019, qui a marqué le retour de la Russie en Afrique, [Moscou](#) a également utilisé ses systèmes d'information, notamment [Russia Today](#) (RT) et l'agence de presse [Sputnik](#), pour influencer l'opinion publique en [ASS francophone](#) (Audinet & Limonier, 2022). Apparemment, ils jouissaient d'une bien meilleure réputation auprès de leur public africain que dans les pays occidentaux. En 2020, la radiodiffusion étrangère russe a reçu plus de l'équivalent de € 420 m du budget fédéral, soit 34% des subventions publiques accordées aux médias. Ainsi, [Moscou](#) a proportionnellement beaucoup plus investi dans ses médias internationaux que [Paris](#) avec 7 % de ses crédits alloués à ces médias, dont [France 24](#) et Radio France International ([RFI](#)).

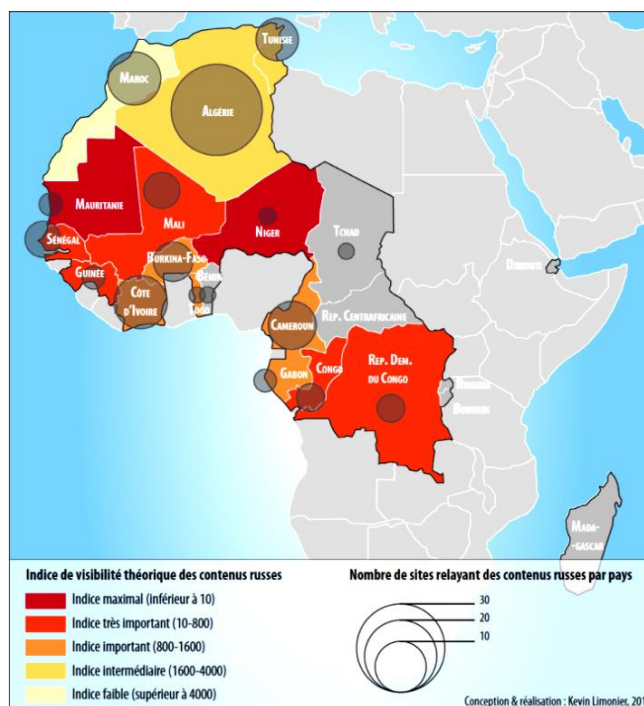
Graph 7: Présence médiatique russe en France et en Afrique comparée ¹¹



Source: Audinet & Limonier, 2022

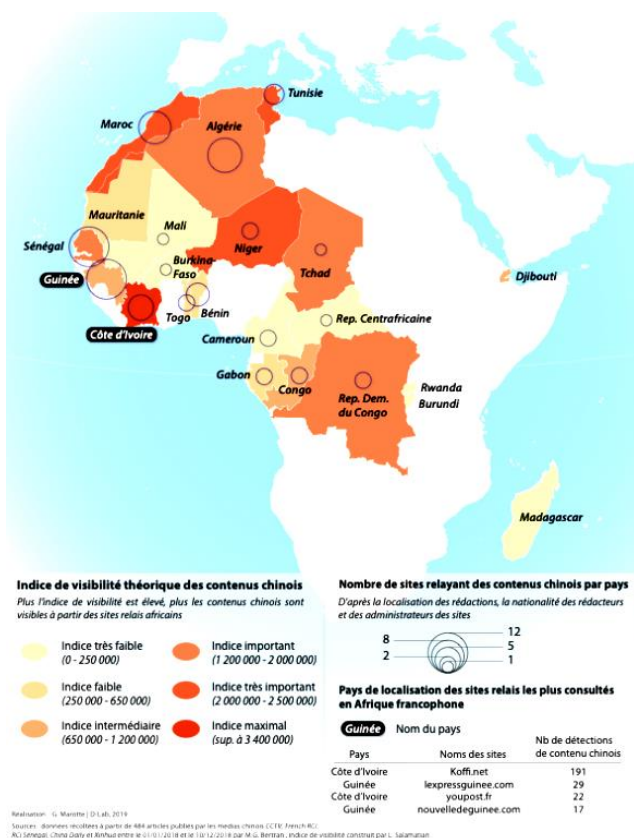
¹¹ Volume mensuel d'articles publiés sous le tag « [Mali](#) » sur les sites de RT France, et Sputnik France / Sputnik Afrique entre janvier 2018 et août 2022 (Audinet & Limonier, 2022).

Carte 6 : Visibilité des contenus russes dans le web de l'Afrique francophone ¹²



Source : Douzet et al., 2020

Carte 7 : Diffusion des contenus chinois dans le web africain francophone ¹³



Source : Douzet et al., 2020

¹² Visibilité théorique des contenus russes dans le web d'Afrique francophone et sites relais par pays.

¹³ Avec une surreprésentation des sites relais ivoiriens et guinéens.

De plus, la [Russie](#) a utilisé l'influence géopolitique d'oligarques, d'hommes d'affaires et d'entrepreneurs politiques russes qui ont soutenu l'agenda officiel russe par des actions dans la sphère privée, comme les oligarques [Konstantin Malofeïev](#) et [Evgueni Prigojine](#), surnommé le « cuisinier du Kremlin », dont les intérêts vont bien au-delà la stricte manipulation informationnelle des auditeurs africains et du cadre médiatique et politique africain. Le premier figure sur la liste des sanctions personnelles imposées par les [États-Unis](#), l'[UE](#) et le [Canada](#) depuis 2014. L'[Ukraine](#) a même inscrit Malofeev sur la liste internationale des personnes recherchées en 2017, l'accusant de créer des groupes paramilitaires illégaux. Ce dernier serait le créateur du groupe de mercenaires [Wagner](#) ainsi que de [l'Agence de recherche Internet](#), les « *Trolls d'Olgino* », une agence de propagande russe, réputée pour sa désinformation systématique et ses faux comptes sur les principaux sites de [réseaux sociaux](#). Tout cela illustre comment l'influence russe était de plus en plus délocalisée et sous-traitée (Audinet & Limonier, 2022).

Des tactiques similaires ont été utilisées par la [Chine](#) (Douzet, et al, 2020), et bien sûr aussi par des acteurs mondiaux occidentaux qui, cependant, étaient plus en phase avec les médias français.

5. Perspectives d'autodétermination des pays francophones en ASS

Le français est maintenant la cinquième langue la plus parlée dans le monde et continue de croître, grâce aux Africains. Les plus de 100 millions de francophones en Afrique représentent près de la moitié du nombre de francophones dans le monde (Chutel, 2018). Dans le même temps, la [francophonie](#) est mise au défi par une concurrence internationale intense, une géopolitique complexe et des exigences accrues d'autodétermination en [ASS](#). Par conséquent, de nombreux gouvernements africains ont tenté de mieux négocier leurs relations extérieures entre l'Est et l'Ouest, employant une politique de bascule, déjà appliquée avec succès pendant la [guerre froide](#). Cela a encore compliqué le terrain de jeu de la politique étrangère française (EIU, 2022).

Surtout, la [Chine](#) et la [Russie](#) ont défié les relations France-Afrique. Mais aussi des conflits d'intérêts au sein de l'[UE](#), par ex. entre l'[Italie](#) et la [France](#), sur l'engagement stratégique en [Libye](#) constituait un défi. Le 23 janvier 2019, le vice-Premier ministre italien de droite [Matteo Salvini](#) a critiqué la prétendue « apathie » de la France à l'égard de la stabilisation de la Libye, affirmant que c'était probablement parce qu'elle avait des intérêts pétroliers opposés à ceux de l'Italie. De plus, les relations France-Afrique ont été altérées par la politique africaine divergente des États membres de l'UE, y compris la question de l'immigration (Signé, 2019).

D'autre part, les perspectives d'autodétermination des pays africains francophones se sont améliorées parce que la [France](#) a de plus en plus été confrontée à une réaction de certaines parties des sociétés africaines contre le [postcolonialisme](#) français ainsi que contre la domination occidentale et l'intrusion de l'Occident dans les affaires intérieures africaines en général (EIU, 2022). Depuis la révolte du [Printemps arabe](#) en 2011, les élections et les campagnes électorales ont par exemple repris le pouls des mouvements sociaux sénégalais. De jeunes militants ont protesté contre le président sortant [Abdoulaye Wade](#) et son entourage qui tentaient d'instaurer un troisième mandat présidentiel contre les limitations constitutionnelles à deux mandats successifs et de préparer en plus sa succession par son fils. Cela a déclenché une opposition véhémente d'un nouveau mouvement de jeunesse non-partisan appelé « [Y'en a mare](#) » sous le slogan « *ne touchez pas à ma constitution* » (CIIP,

2018). Le mouvement a eu des effets d'entraînement sur l'ensemble de l'Afrique subsaharienne francophone (Ndiaye, 2020). Le mouvement a été inspiré par les héros de la lutte de libération anticoloniale ouest-africaine, notamment [Amilcar Cabral](#) de la [Guinée-Bissau](#) voisine, et le président burkinabé [Thomas Sankara](#), tous deux assassinés par leurs adversaires (CIIP, 2018). Bien que [Y'en a mare](#) ait été structurée de manière relativement hiérarchisée pour renforcer sa vigueur, elle a tenté de compenser cela par des réunions régulières représentatives des groupes de base (Kohnert, 2022d).

[Y'en a mare](#) est devenu membre et porte-parole du [Forum social africain](#) (depuis 2012), et il a inspiré des militants africains à créer des mouvements de jeunesse similaires au [Burkina Faso](#) ([le Balai citoyen](#)), en [RD Congo](#) ([Lucha](#) et [Filimbi](#)), au [Mali](#) ([Sofas](#)), au [Togo](#) ([Athiame](#)), au [Gabon](#) ([ça suffit](#)) (CIIP, 2018). Les révoltes de 2014 au Burkina Faso, lorsque [Compaoré](#) a tenté de briguer un troisième mandat malgré les dispositions de la constitution, à l'instar du président sénégalais [Wade](#) auparavant, ont à nouveau alimenté les mouvements de protestation des jeunes au [Sénégal](#). Ils ont compris que leur propre identité et leur carte d'électeur pouvaient être décisives pour influencer leur propre avenir et celui de leur pays, comme le montre l'augmentation sans précédent de la participation électorale entre 2012 et 2019 au Sénégal. [Y'en a marre](#) a publié un cahier de doléances pour le prochain quinquennat présidentiel. Ils ont demandé au président [Macky Sall](#) de démissionner de la présidence de son parti ([APR](#)) pour organiser un audit transparent et crédible des listes électorales et des réformes institutionnelles, y compris l'indépendance de la justice (Kohnert & Marfaing, 2019). Parce que le taux de pénétration du téléphone mobile avait déjà dépassé les 100 % en 2016, des [mouvements sociaux](#) comme [Y'en a marre](#) ont pu agir en grande partie indépendamment des médias traditionnels (CIIP, 2018; Kohnert, 2022d).

Caricature 7: AfriqUPrising !

Démocratie et mouvements contestataires en Afrique



Source: Ba, 2021¹⁴

[Y'en a marre](#) a proposé une redéfinition du contrat social du pays en considérant de nouvelles formes de démocratie consensuelle et l'institutionnalisation du rôle politique des [marabouts](#) (Veilleux, 2021). Cependant, les leaders du mouvement étaient économiquement et socialement dans une position privilégiée par rapport à leurs militants de base, et les revendications complexes et souvent abstraites des premiers n'étaient pas entièrement partagées par ces derniers (Veilleux, 2021).

¹⁴ Ba, 2021 -© (tous droits réservés). - Fondation Heinrich-Böll, 2021.

Le mouvement de protestation a bénéficié de l'histoire socio-politique du [Sénégal](#) favorisant les conditions d'action collective, comme une longue histoire d'activisme des jeunes, d'ouverture politique et de pluralisme des médias. [Y'en a marre](#) et d'autres mouvements ont clairement exprimé leur opposition à la troisième candidature du Président [Sall](#) en 2024. En mars 2021, le pays a connu des émeutes violentes sans précédent avec des membres de *Y'en a marre* au premier rang (Dimé, 2022; Kohnert, 2022d).

Y'en a marre n'était pas le seul mouvement de contestation sociale au [Sénégal](#). D'autres groupes se sont concentrés sur les questions liées à l'exploitation par des entreprises et des pays étrangers, comme *France Dégage* avec environ 100 000 abonnés sur [Facebook](#) (FRAPP, Front pour une Révolution Anti-impérialiste Populaire et Panafricain, Dakar) et *Cos M23*. Ils avaient des demandes accrocheuses, par ex. le retrait des entreprises militaires et pétrolières françaises comme [TotalEnergies](#). Ainsi, le 7 octobre 2022, la FRAPP a manifesté à Gnith ([Département de Dagana](#)) avec des victimes d'accaparement des terres parmi la population locale de 500 hectares. D'autres membres ont exigé de privilégier le carburant national et d'autres biens et services fournis par des entrepreneurs sénégalais, notamment s'il s'agissait de véhicules de société (FRAPP, Facebook, 8 octobre 2022). *Cos M23* était une organisation politique de [médias sociaux](#) active dans la politique intérieure qui se concentrait sur le lien entre certains ensembles de comportements et le fait d'être un bon citoyen. Il a été efficace dans la formation de coalitions, la mobilisation des protestations et l'engagement au sein de la [société civile](#) (Alltucker, 2018 ; Kohnert, 2022d).

Dans le cadre de la langue et de la culture, la [littérature francophones subsahariens](#) postcoloniale ainsi que le [cinéma africain](#) pourraient fournir un support permettant aux Africains d'inventer une nouvelle rationalité, une nouvelle façon de se définir face au monde, et de résoudre le problème des inégalités sociales qui règnent dans la francophonie africaine postcoloniale. En bref, cela pourrait fournir un moyen d'espérer un avenir meilleur (Nsangou, 2019; Bonhomme, 2020).

6. Conclusion

Comme indiqué ci-dessus, l'avenir démographique de la [Francophonie](#) se jouera de plus en plus en Afrique. Les pays francophones qui représentaient moins de 3 % de la population mondiale en 2000 pourraient voir leur poids démographique augmenter pour atteindre plus de 8 % de la population mondiale d'ici le milieu du XXI^e siècle. Alors que l'Afrique abritait la moitié des francophones du monde en 2010, on s'attend à ce que près de 84 % des francophones se retrouvent sur le continent en 2060, soit plus d'un demi-milliard des 760 millions de francophones dans le monde (Marcoux & Konaté, 2011).

Cependant, ni les mouvements d'indépendance des peuples africains dans les années 1960 ni le « *deuxième vent du changement* » au lendemain de l'effondrement de [l'empire soviétique](#) au début des années 1990 n'ont conduit à l'autodétermination du peuple. Bien que la [chute du mur de Berlin](#) ait déclenché dans certains pays africains francophones des [conférences nationales souveraines](#) avec des représentants de toutes les couches sociales de la société, comme au [Bénin](#), au [Togo](#), au [Tchad](#) et au [Zaire](#) (DR Congo), le peuple s'est vu refuser le droit de choisir librement sa souveraineté et sa politique internationale sans interférence externe. L'indépendance nationale n'a pas libéré les structures de gouvernance de l'imaginaire colonial. Instabilité, violence et domination structurent encore la relation entre l'État et ses citoyens (Barry, 2020).

La plupart des gouvernements africains dépendent encore de [l'aide étrangère](#). Ils restent des « *quasi-États* » dépendants de la communauté internationale et des institutions de développement, comme le [FMI](#) et la [Banque mondiale](#), et des politiques d'aide au développement, notamment des gouvernements occidentaux. Les gouvernements malfaisants, les guerres civiles et la corruption généralisée ne sont pas uniquement d'origine nationale, mais encouragés par les règles internationales existantes et les inégalités extrêmes. Cela a aggravé l'extrême pauvreté à travers les politiques [d'ajustement structurel](#) du FMI ainsi que le protectionnisme et l'application agressive des droits de propriété intellectuelle, par ex. dans le secteur des semences et les médicaments essentiels. Les gouvernements corrompus et oppressifs en [ASS](#) ont été reconnus dans la mesure où ils étaient en droit de vendre les ressources du pays et de disposer du produit de ces ventes, d'imposer des obligations de service de la dette et donc de lier la population actuelle et future du pays, et même, en États autoritaires, à utiliser les revenus de l'État pour acheter les moyens de répression interne (Pogge, 2006; Kohnert, 2022d).

Dès que la vision d'un « [Processus de civilisation](#) » ([Norbert Elias](#)) s'est développée comme un processus de centralisation socioculturelle en Afrique francophone, incarnant « [l'homme civilisé](#) » et « *l'homme honorable* » avec la prétention à la validité universelle, le problème de « [l'autre](#) », de « [l'étranger](#) » et de « [l'inférieur](#) » émergés. Ces catégories sont étroitement liées à la sphère hégémonique, à la fois comme « matière première » pour la « *mise en valeur* » et comme adversaire à vaincre, que pointe vers la culture dominante. La [Négritude](#) de [Léopold Senghor](#), par exemple, a servi à justifier l'altérité africaine par rapport à une norme de civilisation franco-européenne perçue comme écrasante. Mais elle l'a néanmoins implicitement accepté comme modèle. Pendant longtemps, une civilisation standard anti-occidentale qui s'est manifestée, par exemple, dans les [régions arabo-islamiques](#), n'a pas prévalu en [Afrique subsaharienne](#). Aujourd'hui, pour beaucoup d'Africains, la [francophonie](#) est une idéologie postcoloniale, à la fois comme doctrine politique, imposée par la France, et comme projet culturel. D'autre part, [l'idéologie de la modernisation](#), encore partagée par de nombreux Africains, fait apparaître le patrimoine culturel africain comme inapte à surmonter les crises socio-économiques. Il renforce la tendance à sous-estimer les [traditions autochtones africaines](#) comme base pour le développement des [cultures d'innovation](#) des africains pauvres et d'autodétermination (Kirsch, 1998; Kohnert, 2011).

Bibliographie

- Airault**, Pascal & Antoine **Glaser** (2021) : [Le piège africain de Macron: Du continent à l'Hexagone](#). Paris : Fayard, 7 April 2021
- Ado**, Abdoukadre (2020): [Cross-cultural communication and knowledge transfer in China–Africa joint ventures: Anglophone versus francophone experiences](#). In: Terence Jackson, Lynette Louw, Dev K. Boojihawon (eds.): *Chinese Organizations in Sub-Saharan Africa*. Routledge, 2020, pp. 131-151
- Ager**, Dennis E. (2005): [French cultural, languages and telecommunications policy towards sub-Saharan Africa](#). *Modern & Contemporary France* 13.1 (2005): 57-69
- Alltucker**, Ezra M. (2018): [Defining the issue: Social movements' framing strategies in neo-colonial Senegal](#). Brattleboro: School for International Training, Independent Study Project (ISP) Collection. 2913, p. 50
- Audinet**, M. & K **Limonier** (2022) : [Le dispositif d'influence informationnelle de la Russie en Afrique subsaharienne francophone: un écosystème flexible et composite](#). *Questions de communication*, no. 41, 2022, pp. 129-148
- Auplat**, Claire (2003): [The Commonwealth, the Francophonie and NGOs](#). *The Round Table, The Commonwealth Journal of International Affairs*, vol. 92, No. 368, pp. 53-66
- Ba**, Selly (2021): [#FreeSenegal: „Die Stimmen der Frauen werden immer lauter“](#). Berlin: [Heinrich-Boell Foundation](#). Interview with Senegalese activist Jaly Badiane, 24 March 2021
- Barry**, Amadou Sadjo (2020): [Si l'Afrique veut se décoloniser, elle doit sortir de la tutelle dans laquelle elle s'est installée](#). *Le Monde*, 16 February 2020
- Batho**, Jack (2001) : [Le français, la Francophonie et les autres](#). *Politique étrangère* (2001): 169-183
- Bayes**, Tom (2020): [China in Francophone West Africa: A challenge to Paris](#)". Berlin: Mercator Institute for China Studies (MERICS), 28 May 2020
- Bonhomme**, Luckson (2020) : [La bourgeoisie postcoloniale au miroir des auteurs et cinéastes Francophones des Antilles, de l'Afrique Subsaharienne et du Maghreb de 1960 à nos jours](#). Diss. University of Louisiana at Lafayette, 2020
- Boogaerde**, Pierre van den & Charalambos **Tsangarides** (2005): [Ten years after the CFA Franc devaluation: Progress toward regional integration in the WAEMU](#). Washington: IMF, WP/05/145
- Borrel**, Thomas et al (eds.)(2021) : [L'Empire qui ne veut pas mourir. Une histoire de la Françafrique](#). Paris : Seuil
- Calero**, Valeria Nicole González & Patrick **Mather** (2019): [Le français en Afrique subsaharienne](#). Mimeo, pp. 1-7
- Canales**, Pedro (2022): [France worried about Commonwealth expansion in Africa: Francophonie and Franco-Maghrebi ties at risk](#). *Atalayar*, 7 June 2022
- Chafer**, Tony (2016): [Anglo-French cooperation vis-à-vis the African Union](#). In: Tony Chafer & Gordon Cumming (eds.): [From rivalry to partnership? New Approaches to the Challenges of Africa](#). Routledge, 2016, pp. 183-200
- Charmes**, Jacques (1991) : [Plurilinguisme et développement](#). *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. 27 (3-4) pp. 299-303
- Chaudenson**, R. (1991): [Plurilinguisme et développement](#). In : Charmes Jacques (ed.) *Plurilinguisme et développement*. *Cahiers des Sciences Humaines*, 1991, 27 (3-4), p. 305-313
- Chutel**, Lynsey (2018): [Françafrique - French is now the fifth most spoken world language and growing - thanks to Africans](#). *Quartz*, 18 October 2018
- CIIP** (2018) : [Au Sénégal : « Y'en a marre ! »](#). *ritimo*, Paris : Réseau d'information et de documentation pour la solidarité internationale et le développement durable, 27 March 2018
- Conteh-Morgan**, Earl (2015): [China's Worldview and Representations of Its Engagement with Africa](#). *ASPJ Africa and Francophonie*, vol. 6 (3), pp. 16-34

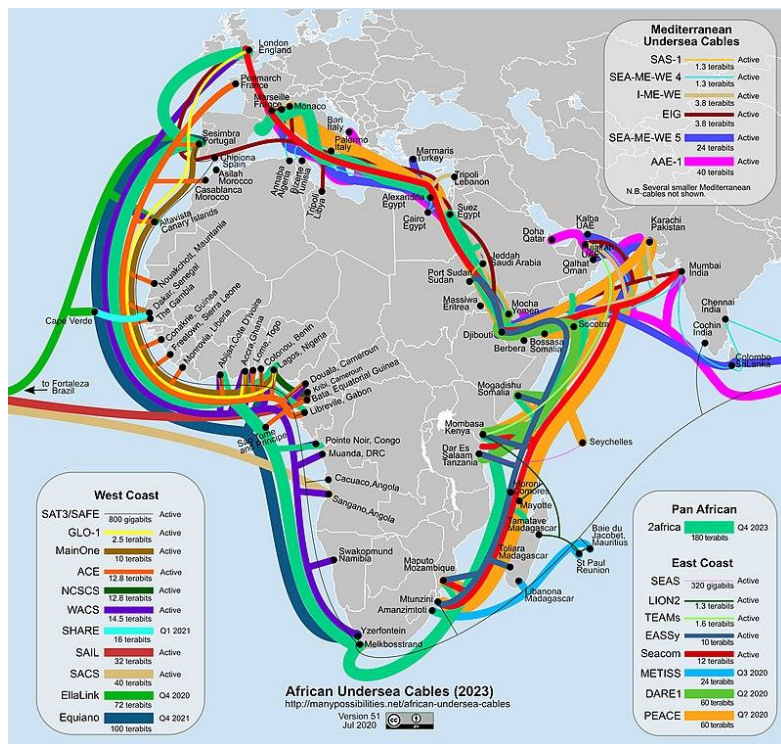
- Dekker**, Inemarie (2020): [How much money does France make in French-speaking Africa?](#) *Medium*, 21 Feb 21 February 2020
- Dewast**, Louise (2019): [West Africa's eco: What difference would a single currency make?](#) BBC, 6 July 2019
- Diagne**, Souleymane Bachir (2019) : [En Afrique, il est temps de décoloniser nos imaginaires.](#) *Le Monde*, 17 August 2019
- Diallo**, Ibrahima (2016): [Literacy and education in West Africa: from Ajami to Francophonie.](#) *Africa Review*, vol. 8 (1), pp: 60-70
- Dimé**, Mamadou (2022): [Y'en a Marre: Catalyst for an indocility grammar in Senegal.](#) In: E. R. Sanches (ed.): [Popular protest, political opportunities, and change in Africa.](#) London: Routledge, pp. 56-71
- Domingues dos Santos**, Elisa & Sina **Schlimmer** (2021): [New Africa France Summit : the Concealed Continuation of Emmanuel Macron's Africa Policy.](#) Paris: ifri, *L'Afrique en questions*, No. 61, October 27, 2021
- Douzet**, Frédéric, et al. (2020) : [Cartographier la propagation des contenus russes et chinois sur le Web africain francophone.](#) *Hérodote*, vol. 2-3, pp. 77-99
- Erfurt**, Jürgen (2018): [Ce que francophonie veut dire.](#) *Cahiers internationaux de sociolinguistique*, vol. 2018/1 (N° 13), pp. 11-49
- EIU** (2022): [Africa and France: reshaping ties and renewing engagement.](#) London: *Economist Intelligence Unit*, 5 November 2020
- Fabricius**, Peter (2022): [Gabon and Togo's recent decision to join the Commonwealth seemed like a blow to France – but was it?](#) Pretoria: [Institute for Security Studies](#) (ISS), 8 July 2022
- Faivre**, Agnès (2018) : [Moscou ne tourne pas le dos à l'Afrique, bien au contraire.](#) *Le Point Afrique*, 18 June 2018
- Figge**, Lukas & Pim **Martens** (2014) [Globalisation continues: The Maastricht Globalisation Index revisited and updated.](#) *Globalizations*, vol. 11 (6), pp. 875-893
- Forsdick**, Charles & David **Murphy** (2003): [Francophone postcolonial studies : a critical introduction.](#) [Buch] Hodder Arnold (Verlag), Oxford University Press, London
- Gaudino**, Ugo Maria (2018) : [Françafrique, a reluctant hegemony.](#) *Geopolitical Report*, vol. 4.2018, pp. 83-101
- Giese**, Karsten & Laurence **Marfaing** (eds) (2016): [Entrepreneurs africains et chinois. Les impacts sociaux d'une rencontre particulière.](#) Paris, Karthala, 384 p.
- Glaser**, Antoine & Stephen **Smith** (1992) : [Ces Messieurs Afrique : Le Paris-village du continent noir.](#) Calmann-Lévy, 238 p.
- Grosu**, Aurelia (2020): [Institutional governance of the Francophonie after 50 years of existence, between geopolitical interest and the challenges of economic development/strategy.](#) *Revista de Management Comparat International*, 21 (3), pp. 298-318
- Guensburg**, Carol (2022): [Russia steadily rebuilding presence in Africa.](#) Washington D.C.: Voice of America, *Voa-news*, February 21, 2022
- Gygli**, Savina & Florian **Haelg** & Niklas **Potrafke** & Jan-Egbert **Sturm** (2019): [The KOF Globalisation Index – Revisited.](#) *Review of International Organizations*, vol. 14(3), pp. 543-574
- Hopper**, Trevor & Mathew **Tsamenyi** & Victor **Murinde** (2019): [Varieties of neo-colonialism: Government accounting reforms in Anglophone and Francophone Africa – Benin and Ghana compared.](#) *Critical Perspectives on Accounting*, vol. 65, December 2019
- Ibrahim**, Adamou Moussa (2019): [L'insécurité transfrontalière en Afrique de l'Ouest : le cas de la frontière entre le Niger et le Nigeria.](#) Science politique. COMUE Université Côte d'Azur (2015 - 2019)
- Ibrahim**, Ayyub (2020): [France and the new Francophone-Anglophone divide in West Africa.](#) *Encyclopédia Geopolítica*, 6 November 2020

- Jacob**, Elizabeth (2013): [The choice of Francophonie in postcolonial Africa, 1960-1970](#). Diss., Columbia University Department of History
- Kirsch**, Fritz Peter (1998): [Zivilisationsprozesse südlich der Sahara? Literaturhistorische Perspektiven der afrikanischen ‚Frankophonie‘](#). *TRANS - Internet-Zeitschrift für Kulturwissenschaften*, No. 6, September 1998
- Kohnert**, Dirk & Laurence **Marfaing** (2019): [Senegal: Presidential elections 2019 - The shining example of democratic transition immersed in muddy power-politics](#). MPRA WP, No. 92739
- Kohnert**, Dirk (2005): [Monetary Unions - Dominated by the North? The CFA-Zone and the CMA - On the relevance of rational economic reasoning under African conditions](#). In: Fritz, Barbara / Metzger, Martina (eds.)(2005): *New Issues in Regional Monetary Coordination - Understanding North-South and South-South Arrangements*, Palgrave Macmillan, Houndmills, Basingstoke, Hampshire, pp. 177-187
- Kohnert**, Dirk (2011): [Cultures of Innovation of the African Poor – Common roots, shared traits, joint prospects? On the articulation of multiple modernities in African societies and Black Diasporas in Latin America](#). In: LeMeur, Pierre-Yves / Schareika, Nik / Spies, Eva (eds.)(2011): *Auf dem Boden der Tatsachen. Festschrift für Thomas Bierschenk*. Köppe: Köln: Mainzer Beiträge zur Afrikaforschung 28, pp. 241-262
- Kohnert**, Dirk (2017): [L'Agence Sociale Compte! - Des entrepreneurs migrants Africains et Chinois comme acteurs de changement](#). Author's version of book-review of Kohnert, Dirk (2017): Giese, Karsten & Laurence Marfaing (eds.): *Entrepreneurs africains et chinois. Les impacts sociaux d'une rencontre particulière*. Paris, Karthala, 2016, 384 pages. In : *Politique africaine*, n° 147, October 2017, pp. 175 – 176
- Kohnert**, Dirk (2018): [Togo - 2017: Domestic politics, foreign affairs, socio-economic development](#). - Author's version of Kohnert, D. (2018): Togo. In: Abbink/Melber/Mehler/ (eds.), *Africa Yearbook*. Vol. 14 – Politics, economy and society South of the Sahara in 2017. Leiden & Boston: Brill. MPRA-research-paper, No. 8451
- Kohnert**, Dirk (2020) : [The impact of Brexit on francophone Africa](#). *Review of African Political Economy* (ROAPE), vol. 46, issue 162, January 2020, pp. 673 – 685
- Kohnert**, Dirk (2022): [French domination of markets in Francophone Africa: Post-colonialism at its finest?](#) MPRA_paper_112024
- Kohnert**, Dirk (2022a): [The impact of Islamist terrorism on Africa's informal economy: Kenya, compared with Ghana and Senegal](#). SSOAR, SSRN-WPS, No. 4145928
- Kohnert**, Dirk (2022b): [The impact of Russian presence in Africa](#). MPRA paper, No. 112564
- Kohnert**, Dirk (2022c): [Russia and the rise of Islamic terrorism in Sub-Saharan Africa](#). MPRA WP 11361
- Kohnert**, Dirk (2022d): [‘Enlightened’ West African dictatorships challenged by state capture ? Insights from Benin, Togo and Senegal](#). MPRA WP, No. 114934
- Kourouma**, K. (2021) : [Polémique d'une écriture au féminin: La construction de l'identité féminine dans les Œuvres littéraires des écrivaines Francophones de l'Afrique Subsaharienne](#). *Michigan Academician*, vol. 48 (1), pp. 42-43
- Lassou**, P.J.C. & T. Hopper (2016): [Government accounting reform in an ex-French African colony: The political economy of neocolonialism](#) *Critical Perspectives on Accounting*, vol. 36, April 2016, pp. 39-57
- Léger**, Jean-Marc (2012): [Francophonie : grand dessein, grande ambiguïté](#). Hurbise HMH, 241 p.
- Lévesque**, J. (2021) : [La nouvelle puissance russe en Afrique: atavisme des ambitions soviétiques, néo-impérialisme ou pragmatisme ?](#) *Diplomatie*, No. 108, pp. 40–47
- Marcoux**, Richard & Mamadou Kani **Konaté** (2011): [Africa and the Francophonie of tomorrow: An attempt to measure the population of the Francophonie from now to 2060](#). *African Population Studies*, vol. 25 (2), pp. 1-11
- Mattheis**, Frank (2021): [How to wield regional power from afar: a conceptual discussion illustrated by the case of France in Central Africa](#). *International Politics*, 25 August 2021, pp. 1-24

- Mbembe**, Achille (2021): [Les nouvelles relations Afrique-France : Relever ensemble les défis de demain](#). *Elysee.fr*, October 2021
- Modenesi**, Marco (2020): [Francophonie de l'Afrique subsaharienne](#). *Mimesis Journals, Ponti/Ponts*, , vol. 21, pp. 195-204
- Munro**, André (2022): [Organisation Internationale de la Francophonie](#). *Encyclopedia Britannica*, accessed 5 December 2022
- Nantulya**, Paul (2019): [Implications for Africa from China's One Belt One Road Strategy](#). Washington, DC, [Africa Center for Strategic Studies](#), 22 March 2019
- Ndiaye**, Cheikh Ahmadou Bamba (2020): [Contemporary francophone west African social movements in the rise of neo pan-africanism: a case study of y en a marre in Senegal](#). University of Louisville, Electronic Theses and Dissertations. Paper 3414, 265 p.
- Nsangou**, Jonathan Russel (2019) : [Scénographies de l'échec dans quelques romans francophones de l'Afrique subsaharienne](#). Québec, Diss.
- Ondo, Marina (2009) :** [L'écriture féminine dans le roman francophone d'Afrique noire](#). *La Revue de Ressources (Revue électronique culturelle pluridisciplinaire)*, 7 November 2009, n.p.
- Pickett**, Cameron D. (2017): [French political-economic interests in francophone Africa: Weighing the merits of dependency theory and modernist theory in the political and economic relations between France and her former African colonies](#). Harrisonburg, Virginia, USA: James Madison University, Senior Honors Projects, No. 331, Spring 2017
- Pires**, Jean (2012): [Les archives du Sénégal - un riche patrimoine à la recherche de nouveaux espaces](#). Dakar: *Le Soleil*; Reprint: Association Études Coloniales, [revue en ligne, canalblog](#), Dakar: 16 June 2012
- Pogge**, Thomas (2006): [World Poverty and Human Rights](#). *Ethics & International Affairs*, vol. 19 (1), pp. 1-7
- Ricart-Huguet**, Joan (2022): [Why colonial investments persist more in Francophone than Anglophone Africa](#). London: London School of economics (LSE), 25 January 2022
- Rosello**, Mireille ((2003): [Tactical Universalism and new multiculturalist claims in postcolonial France](#). In: Forsdick, Charles & David Murphy (2003): *Francophone postcolonial studies: a critical introduction*. Hodder Arnold, Oxford University Press, London, pp. 135-144
- Schraeder**, Peter J. (2000): [Cold war to cold peace: Explaining U.S.-French competition in francophone Africa](#). *Political Science Quarterly*, vol. 115 (3), pp. 395-419
- Shingal**, Anirudh (2016): [Colonial legacy, services trade and LDCs](#). *Robert Schuman Centre for Advanced Studies Research Paper* No. RSCAS 2016/70, *SSRN WP No.* 2888362
- Signé**, Landry (2019): [France-Africa relations challenged by China and the European Union](#). Washington, D.C., [Brookings](#). 5 February 2019
- Styan**, David (2020): [China's maritime silk road and small states: Lessons from the case of Djibouti](#). *Journal of Contemporary China*, vol. 29., pp. 191-206
- Torrent**, Mélanie (2011): [Common grounds? Strategic partnerships for governance in the Commonwealth of Nations and the Organisation Internationale de la Francophonie](#). *The Round Table, The Commonwealth Journal of International Affairs*, vol. 100, No. 417, pp. 605-621
- Veilleux**, Annie-Claude (2021): [Au-delà de l'alternance : l'évolution du projet politique de Y'en a marre depuis 2012](#). Université d'Ottawa, thesis, 139 p.

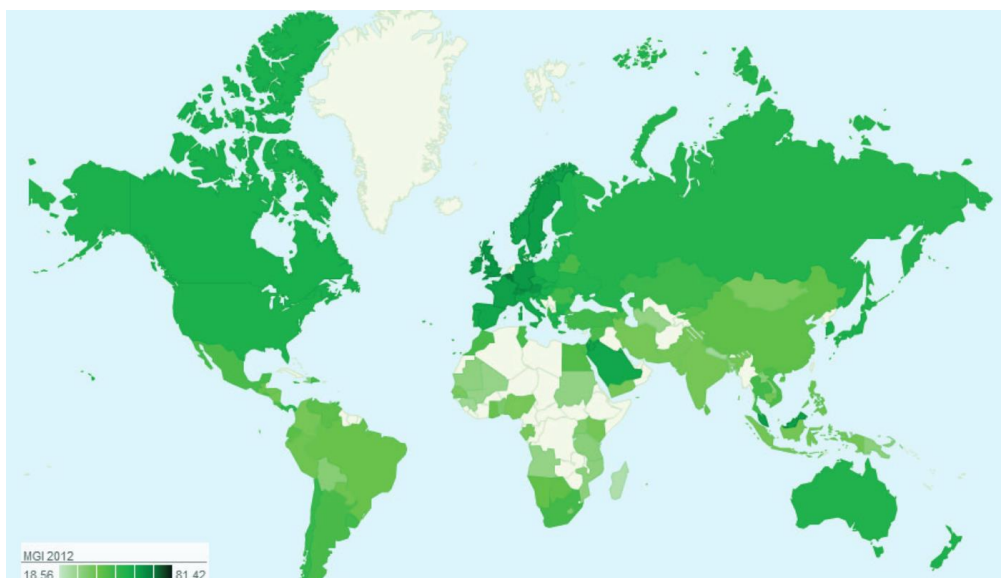
Annexe:

Carte 8 : Indicateur de mondialisation - Câbles sous-marins africains (2023)



Source: [Gobalization](https://en.wikipedia.org/wiki/Globalization), en.wikipedia

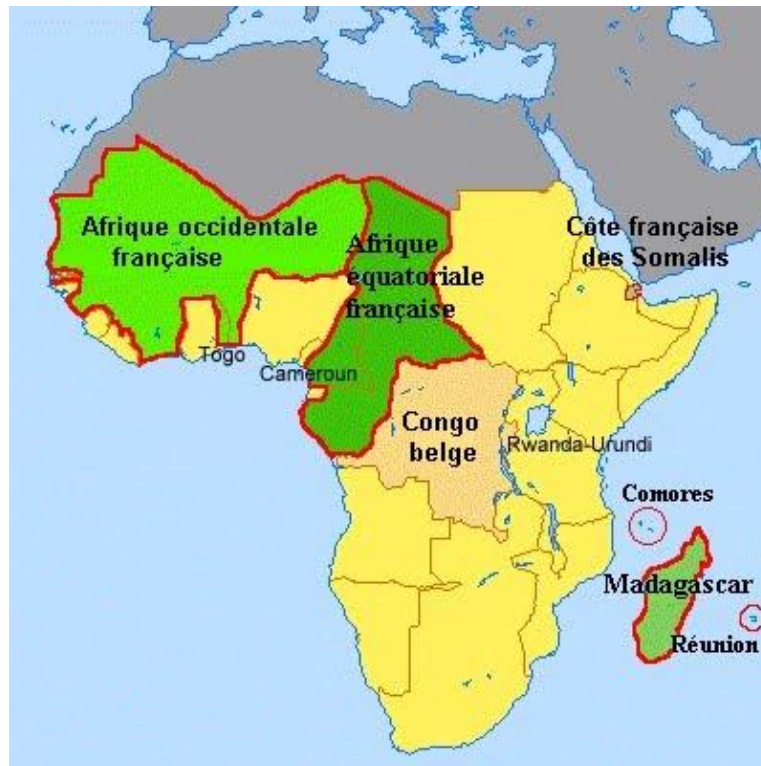
Carte 9 : Carte mondiale de l'indice de mondialisation de Maastricht, 2012 en tenant compte également des facteurs environnementaux ¹⁵



Source: Figge & Martens, 2014 : 879

¹⁵ La dernière version 2012 du MGI couvre 117 pays. La principale source de données était les Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.

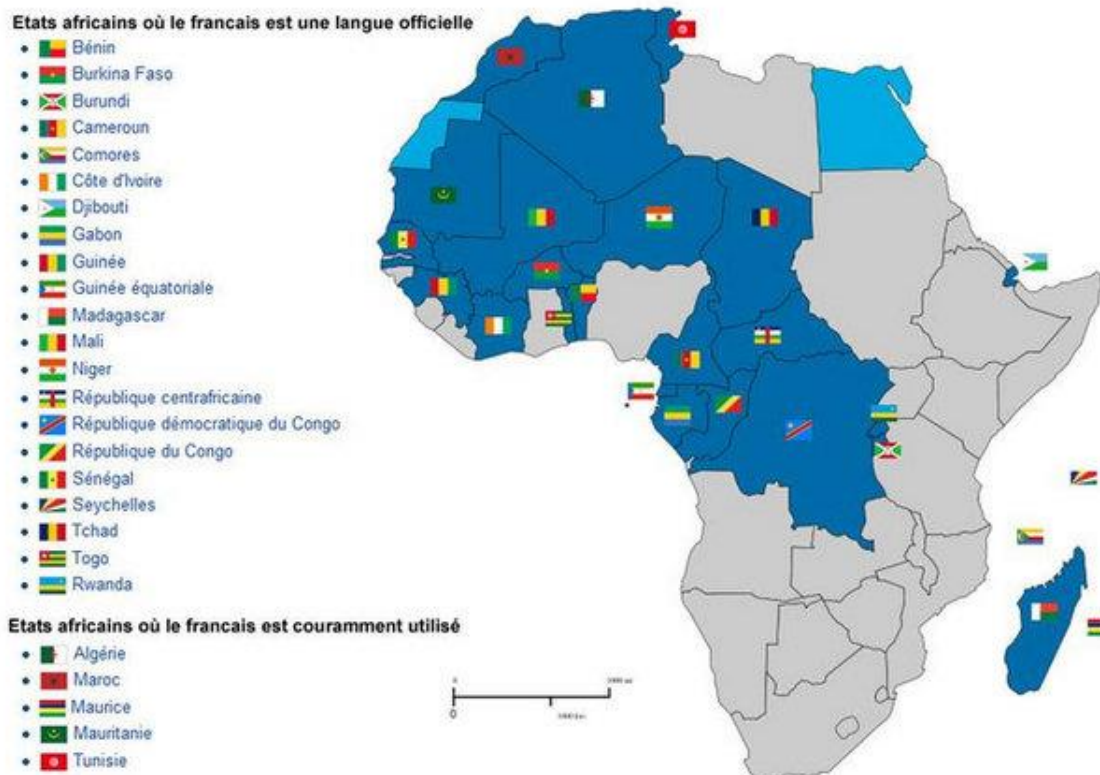
Carte 10 : Origines coloniales de l'Afrique francophone



Source: Pires, 2012

Carte 11 : Pays africains francophones

Pays où le français est la langue officielle et pays où le français est actuellement utilisé



Source: [Francophone Africa](http://francophone.africa), fr.wikipedia

Graph 8 : États africains membres de l'[OIF](#) qui n'ont pas le français comme langue officielle ou courante:

-  [Cap-Vert](#) (lusophone)
-  [Égypte](#) (arabophone)
-  [Gambie](#) (anglophone)
-  [Ghana](#) (anglophone)
-  [Guinée-Bissau](#) (lusophone)
-  [Mozambique](#) (lusophone)
-  [Sao Tomé-et-Principe](#) (lusophone)

Graph 9 : États africains où le français n'est pas une langue officielle mais est largement utilisé:

-  [Algérie](#)
-  [Maroc](#)
-  [Maurice](#)
-  [Mauritanie](#)
-  [Tunisie](#)

Source: [Francophone Africa](#), fr.wikipedia

Abstract: Africa is today the most important part of the Francophonie. French is an official or co-official language along with other languages in 21 African countries, all in sub-Saharan Africa (SSA). Since the end of colonialism and Cold War politics, changes in the Francophonie have been driven largely by external factors, such as a drive to combat Anglo-American cultural hegemony. Continuities, on the other hand, are mainly due to France's historical affinity with Africa, its view of its place in the world and its understanding of the role of the state. The International Organization of Francophonie (OIF) defends the common interests of the Francophone area and imposes a common vision for reform, particularly in the area of terms of trade. However, the demographic future of Francophonie will play out more and more in southern countries, especially in Africa. In 2010, half of all Francophones worldwide lived in Africa. It is expected that by 2060 almost 84 % of the French-speaking population will live in Africa. Francophonie is mainly driven by the Francophone power elite in, both France and Africa, and the infamous *Françafrique* patronage network. Both propagate the universality of French as a language, including Pidgin French (often biasedly referred to as 'petit-nègre'), culture and way of life. Although the fate of African Francophonie is still determined by the North, the high mobility of the African population, driven by increasing urbanization, means that multilingualism, e.g. the simultaneous use of French and African languages, is 'deterritorialized'. Therefore, it would be crucial to solve the problem of the interface between French and African languages and to identify which other languages could replace French and in which areas this would be most desirable. Apart from that, there are promising perspectives for self-determined development in the area of the francophone culture of the SSA. The African film industry, literature and religion could make it possible to find a new African rationality, a new way of defining oneself and hoping for a better future, free from the socio-economic inequalities that characterize the francophone post-colony despite globalization. Thus, a viable, dynamic and truly African culture in Francophone SSA could equal and even surpass the rival 'Commonwealth culture'. Although both European colonial powers, Great Britain and France, conquered substantial geographic spaces in SSA, using language as a means of control, the resulting networks, the Commonwealth and Francophonie are quite different.

Zusammenfassung: [*Frankophonie in Subsahara-Afrika: Postkoloniale Abhängigkeit oder Selbstbestimmung?*] - Afrika ist heute der wichtigste Teil der Frankophonie. Französisch ist in 21 afrikanischen Ländern, alle in sub-saharischen-Afrika (SSA), Amts- oder Ko-Amtssprache zusammen mit anderen Sprachen. Seit dem Ende des Kolonialismus und der Politik des Kalten Krieges wurden die Veränderungen der Frankophonie weitgehend von externen Faktoren vorangetrieben, wie beispielsweise dem Bestreben, die angloamerikanische kulturelle Hegemonie zu bekämpfen. Kontinuitäten hingegen sind vor allem auf die historische Affinität Frankreichs zu Afrika, seine Auffassung von seinem Platz in der Welt und sein Verständnis von der Rolle des Staates zurückzuführen. Die Internationale Organisation der Frankophonie (OIF) verteidigt die gemeinsamen Interessen des frankophonen Raums und setzt eine gemeinsame Reformvision durch, insbesondere im Bereich der Handelsbedingungen. Die demografische Zukunft der Frankophonie wird sich jedoch immer mehr in südlichen Ländern, insbesondere in Afrika, abspielen. 2010 lebte in Afrika die Hälfte aller Frankophonen weltweit. Es wird erwartet, dass im Jahr 2060 fast 84 % der französischsprachigen Bevölkerung in Afrika leben werden. Die Frankophonie wird hauptsächlich von der frankophonen Machtelite sowohl in Frankreich als auch in Afrika und dem berüchtigten Netzwerk der *Françafrique* vorangetrieben. Beide propagieren die Universalität des Französischen als Sprache, einschließlich Pidgin-Französisch (voreingenommen oft als 'petit-nègre' bezeichnet), Kultur und Lebensweise. Obwohl das Schicksal der afrikanischen Frankophonie bis heute vom Norden bestimmt wird, führt die hohe Mobilität der afrikanischen Bevölkerung, angetrieben durch die zunehmende Urbanisierung, dazu, dass die Mehrsprachigkeit, z. B. dem gleichzeitige Gebrauch von Französisch und afrikanischen Sprachen, 'entterritorialisiert' wird. Daher wäre es von entscheidender Bedeutung, das Problem der Schnittstelle zwischen französischen und afrikanischen Sprachen zu lösen und festzustellen, welche anderen Sprachen das Französisch ersetzen könnten und in welchen Bereichen dies am wünschenswertesten wäre. Abgesehen davon gibt es vielversprechende Perspektiven für eine selbstbestimmte Entwicklung im Bereich der frankophonen Kultur des SSA. Die afrikanische Filmindustrie, Literatur und Religion könnten es ermöglichen, eine neue afrikanische Rationalität zu finden, eine neue Art, sich selbst zu definieren und auf eine bessere Zukunft zu hoffen, frei von sozioökonomischen Ungleichheiten, die die frankophone Postkolonie trotz Globalisierung charakterisieren. Somit könnte eine lebensfähige, dynamische und wahrhaft afrikanische Kultur im frankophonen SSA der rivalisierenden Commonwealth-Kultur gleichkommen oder sie sogar übertreffen. Obwohl beide europäischen Kolonialmächte, Großbritannien und Frankreich, große Kolonialreiche in SSA eroberten, indem sie Sprache als Mittel der Kontrolle nutzten, sind die daraus resultierenden Netzwerke, das Commonwealth und die Frankophonie, ziemlich unterschiedlich.